ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1338 - 25 février 1994 - prix : 9 F

BOSNIE

HIER, LES MASSACRES
DEMAIN
LA PRISON DES PEUPLES

M 6189 - 1338 - 9,00 F

Bosnie

HIER LES MASSACRES, DEMAIN LA PRISON DES PEUPLES...

Ainsi l'ultimatum de l'OTAN a réussi à faire taire les canons serbes autour de Sarajevo.

Toute la presse occidentale s'en réjouit mais les journalistes ne peuvent manquer de s'étonner de voir que les habitants de Sarajevo se réjouissent moins.

En effet, les USA et derrière, la France, l'Angleterre, la Russie, ont remporté une victoire diplomatique, chacun la sienne d'ailleurs quand on les entend, mais pour les habitants de Bosnie-Herzégovine rien n'est réglé. Sarajevo n'est en effet pas tout le pays et malheureusement la pression diplomatique des grandes puissances s'exerce dans le sens d'un partage territorial du pays en trois parties.

"Que voulez-vous – *disent les commentateurs* – les Serbes, les Croates, les Musulmans ne peuvent pas s'entendre, il faut donc bien en arriver à un partage, chacun dans sa zone, même si ce n'est pas la meilleure solution".

Mais a-t-on demandé leur avis aux populations concernées ? Non ! Ce que les commentateurs entendent par Serbes, par Musulmans ou par Croates, ce sont les cliques militaires ou politiques qui se sont placées à la tête de chacune des fractions et ont entraîné les peuples dans la guerre. Ce sont elles qui ne peuvent pas s'entendre. Elles préfèrent dominer un petit bout de territoire, et d'ailleurs immanquablement y exercer une dictature, plutôt que devoir gouverner l'ensemble de façon plus ou moins démocratique, c'est-à-dire à peu près sûrement se voir écarter.

Or il n'y a pas de territoire représentant chacune des ethnies ou chacune des confessions. Dans toutes les divisions territoriales possibles et imaginables, toutes les ethnies seront imbriquées car d'un village à un autre village, les peuples sont confondus, parfois même à l'intérieur du même village ou de la même famille.

Le partage territorial ? Ce sera le gouvernement de cliques militaristes et réactionnaires qui, sur chaque territoire, exerceront une répression contre les minorités qui y résideront. "Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller chez vous puisque maintenant vous avez un pays". *Et ce sera l'époque des purifications ethniques à n'en plus finir.*

Et au nom de cette oppression contre les minorités, au nom de la défense contre "l'étranger", chacun des gouvernements supprimera les libertés pour sa propre ethnie.

Mais les grandes puissances n'en ont cure. Voilà la solution diplomatique vers laquelle elles s'engagent. Elles sont même satisfaites de voir la Russie participer, même pour défendre ses intérêts pro-serbes, à ce dépeçage territorial.

Ils disent, Clinton en tête, "nous n'avons pas intérêt à l'affaiblissement de la Russie qui a ses propres intérêts dans cette partie du monde". *L'affaiblissement de la Russie, cela créerait un vide et ils ne le disent pas mais le pensent tout haut : au temps du stalinisme, l'URSS au moins maintenait l'ordre et évitait toutes les situations conflictuelles que l'on voit surgir et qui menacent l'équilibre mondial. Autrement dit, le rapport des forces entre les grandes puissances. Equilibre et rapport des forces que les conflits locaux peuvent perturber, empêchant ainsi les "grands" d'exploiter en paix le monde entier avant de le précipiter dans la guerre quand leurs propres intérêts sont en cause.*

Alors, "vive la Russie" *disent-ils aujourd'hui, si elle peut jouer à nouveau le rôle de l'URSS de Staline. Même si au passage elle se sert un peu. A tout prendre cela coûtera moins cher que des mercenaires.*

C'est la menace de l'aviation et des bombardiers de l'OTAN qui a fait taire les canons. Cette paix est une paix en armes sur ce qui est toujours une poudrière.

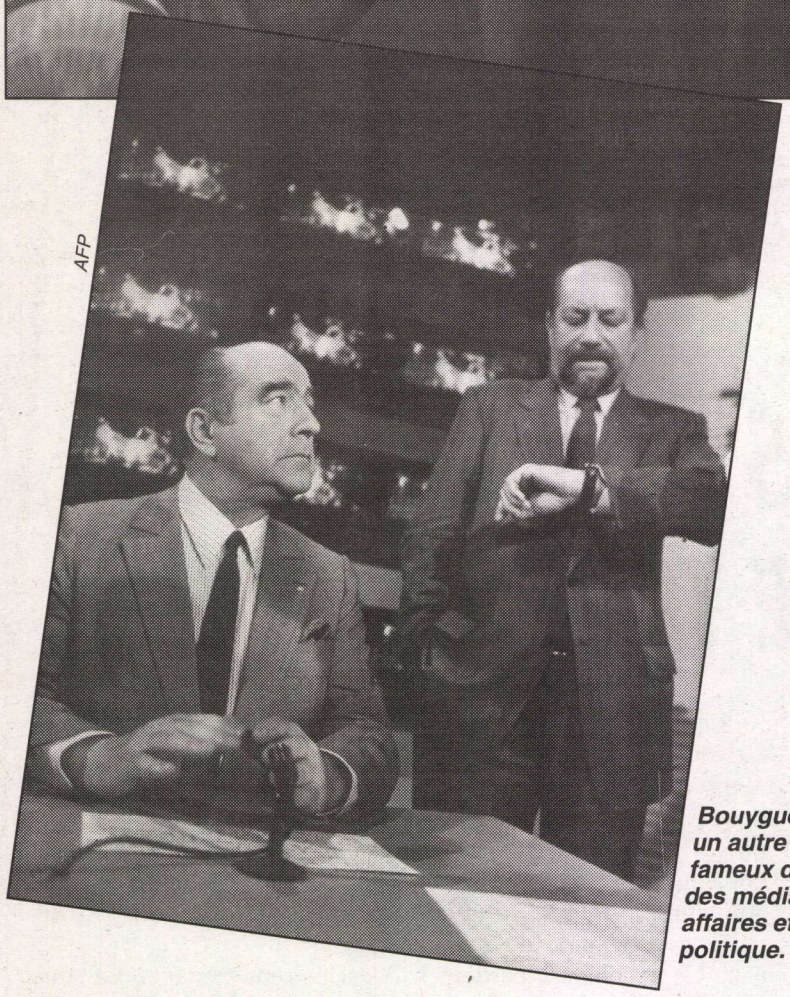
L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

CANAL + DE PROFIT

La démission d'André Rousselet, PDG-fondateur de la chaîne d'abonnés Canal Plus, sa publication d'un article vengeur dans *Le Monde* sous le titre provocant : *"Edouard m'a tuer"*, enfin l'effet de récupération de l'affaire par le Parti Socialiste qui y dénonce la mainmise sur les médias de l'"Etat Balladur" sont venus suggérer l'impression de règlement de comptes politiques entre un "ami du Président" et les "amis" du Premier ministre.

André Rousselet, évincé, lors de sa conférence de presse, avec Pierre Lescure (à droite).

AFP



AFP

Bouygues, un autre symbole fameux de la réunion des médias, des affaires et de la politique.

Certes, la plupart des hommes d'affaires impliqués dans cette redistribution du capital affichent des amitiés politiques. Rousselet est un ami personnel de Mitterrand. Friedmann (UAP) et Dauzier (Havas) seraient proches de Balladur ; Monod (Lyonnaise des Eaux) et Vernes (banquier) plutôt liés à Chirac. Un seul, nous dit-on, Dejouany cultiverait des amitiés avec Balladur, Pasqua, Delors et... Mitterrand.

Les amis de Mitterrand et de Chirac auraient été mis hors-jeu ou sur la touche tandis que les proches de Balladur auraient fait triompher leur point de vue : Havas deviendrait le "grand pôle audiovisuel" censé rivaliser avec les concurrents étrangers, dont Canal Plus ne serait plus qu'un élément subordonné. Il ne faut pas s'y tromper, cette réorganisation entre quelques gros porteurs de capitaux était le coeur de l'affaire.

Le pouvoir et l'argent sont en ménage depuis toujours, surtout dans un pays où l'Etat a plus d'une fois essuyé les plâtres pour amener sur un plateau d'argent des affaires bien juteuses à des capitalistes privés (exemple, la privatisation de la télévision) et il est quelquefois difficile de démêler dans une décision ce qui revient à l'un et à l'autre.

Le président Pompidou avait été un homme de la banque Rothschild avant d'accéder à la magistrature suprême. Et les grands patrons de ce pays ont dans leurs relations un choix d'hommes politiques, aussi bien de gauche que de droite. Cela peut donner un sentiment d'égalité entre les uns et les autres, mais cette impression dissimule une situation de subordination. Les meneurs de jeu ne sont pas les politiciens, personnes publiques placées sur le devant de la scène et retirées dès qu'elles sont usées, mais bien une poignée d'hommes d'affaires, membres d'un club invisible, qui décident vraiment dans le secret huis clos des conseils d'administration, voire des couloirs qui y conduisent, plaçant leurs capitaux – et leurs hommes – ici ou là.

De ce point de vue, la Générale des Eaux, présente dans le nouveau capital de Canal Plus, est bien caractéristique. Qui connaît Guy Dejouany, son tout-puissant président ? A 73 ans, il reste connu d'un étroit cercle d'initiés, ce qui ne l'empêche pas de régner (le mot n'est pas trop fort) sur une nébuleuse de 2 600 entreprises, réalisant 3 milliards de francs de bénéfice annuel, ce qui le place dans le peloton de tête des capitalistes d'ici.

La Générale des Eaux est présente dans une multitude d'activité : la distribution d'eau, bien sûr, mais aussi l'immobilier (la SARI-SEERI de Christian Pellerin, roi déchu de la Défense, est une de ses filiales), le bâtiment et les travaux publics, la santé, les pompes funèbres, la propreté, l'énergie, la restauration, le câble, le téléphone, la télévision, le cinéma... sans que ses clients aient conscience d'avoir affaire à la même entreprise !

Dejouany vient de participer à une opération contre Rousselet, hier encore, paraît-il, son ami. Mais ce sont les affaires, et demain, ils se retrouveront peut-être partenaires dans une nouvelle opération.

Quant aux liens avec les hommes politiques, ils existent bien sûr et ces patrons peuvent avoir leurs préférences politiques, et il peut même y avoir des enjeux de même nature quand il s'agit de mettre leur emprise sur les médias, journaux ou télévision, des calculs qui ne sont pas que financiers mais, comme Dejouany, la plupart des capitalistes s'entendent bien avec des politiciens des deux bords. Ils savent depuis toujours qu'ils ont besoin des uns et des autres pour alterner au gouvernement, préservant ainsi l'Etat, outil à leur service, tandis qu'eux restent inamovibles au coeur du vrai pouvoir, celui de l'argent, que détient un petit groupe d'hommes, que l'on retrouve tirant les ficelles dans le capital de la société Havas ou de Canal Plus, comme dans le processus de privatisation en cours.

J. F.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

À MONTBÉLIARD

Samedi 5
et dimanche 6 mars
à la halle polyvalente

Prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY

LA SITUATION EN HAÏTI

Vendredi 18 mars 1994 à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

En plus du chômage et de l'exclusion,

L'HYPOCRISIE FAIT MAIN BASSE SUR LA VILLE

Sept mois après son introduction en juillet dernier, le "plan pour la ville" de Balladur ne brille pas par ses résultats.

Sur les quelque cinq milliards affectés pour 1993-94 à la réhabilitation des quartiers en "difficulté", pour employer l'euphémisme officiel, à peine plus de la moitié ont été effectivement mis à la disposition des divers ministères à ce jour. Et encore cela ne veut-il pas dire que ces sommes soient effectivement engagées sur des projets réels.

En fait sur les 185 contrats de ville qui avaient été programmés, 31 seulement ont vu le jour pour l'instant. Les raisons invoquées pour ce retard sont diverses. Sans doute les rivalités pour savoir à qui doit revenir la gestion des subsides en question y sont-elles pour quelque chose car, bien entendu, les intermédiaires intéressés ne manquent pas pour se partager ce fromage. Mais il semble que la raison principale en soit quand même le vide des caisses municipales qui n'ont pas de quoi payer la quote-part qui leur est demandée dans le cadre de ces contrats. Et c'est sans doute pourquoi Balladur vient de rallonger l'enveloppe des prêts consentis aux collectivités locales de quelques centaines de millions. Mais rien ne dit que cela suffise à débloquer notablement la situation.

De toute façon Balladur a beau dire que sa politique de la ville est une *"nécessité sociale"* et un *"devoir de solidarité"*, mots destinés avant tout aux oreilles de l'électorat, la réalité telle que ses propres services la décrivent est que le pays compte aujourd'hui pas moins de 1200 quartiers en "difficulté" et que, comparés à ce chiffre, les moyens mis en oeuvre ne sont qu'une goutte d'eau dans un océan de pauvreté.

La réalité c'est qu'il ne peut y avoir de recul de l'exclusion sociale sans un recul du chômage et un relèvement du niveau de vie de la classe ouvrière. Et en donnant toute licence au patronat de licencier, en l'encourageant par mille biais à baisser les salaires, Balladur fait bien plus pour multiplier les quartiers en difficulté que ses quelques milliards de subsides étatiques ne peuvent faire pour en réhabiliter.

F. R.

Les accords de "partage du travail"

DIMINUER LES SALAIRES... POUR SAUVER LA RENTABILITÉ

Une récente étude publiée par le ministère du Travail met en évidence que les accords d'entreprise signés entre l'été 1992 et décembre 1993 sur le partage du travail n'ont que des effets *"modestes"* sur le maintien et la création d'emplois. D'abord parce que seuls 72 accords (presque tous dans des entreprises industrielles), c'est-à-dire très peu, ont été signés au cours de la période considérée. Mais ensuite, et surtout, parce que ce prétendu *"partage"* du travail est surtout, pour les patrons, un moyen de réduire plus encore les salaires que de sauvegarder des emplois ! Il s'agit, d'une façon plus générale, d'un moyen parmi d'autres (départs plus ou moins volontaires, formation, etc.) pour *"faire accepter une baisse des rémunérations"* constate l'étude en question...

Loin donc d'inciter les patrons à créer des emplois, de tels accords de réductions du temps de travail aggravent la condition des travailleurs concernés. Preuve en est donnée d'ailleurs par le fait que dans 29 des entreprises ayant signé de tels accords, les patrons se sont contentés de diminuer les salaires sans réduire le temps de travail : au nom de la solidarité, de la préservation et de la défense de l'emploi, du redressement de la rentabilité de l'entreprise, etc. Et le ministère du Travail de constater par ailleurs que de tels accords n'ont pas empêché la mise en œuvre de plans *"sociaux"* ultérieurs, c'est-à-dire de licenciements, sans compter que leur application s'est bien souvent accompagnée du licenciement pur et simple des salariés qui refusaient la modification de leur contrat de travail.

Pourtant, si l'on en croit l'étude officielle, certains syndicats sont demandeurs de tels accords ; des syndicats dont il est au moins clair que les travailleurs n'ont rien à attendre pour défendre leurs intérêts.

L. P.

La solution à la crise du logement selon le ministre :

DEVENEZ PROPRIÉTAIRES !

Hervé de Charette, ministre du Logement, est très content de lui : *"On est sorti de la crise du logement au cours de 1993, et 1994 sera celle de la reprise"* a-t-il déclaré dans l'émission *Le Grand Jury-RTL-Le Monde* du 20 février. C'est peut-être vrai pour les promoteurs-constructeurs, les agents immobiliers et autres vendeurs ou fabriquants de béton. Mais pas pour les travailleurs qui ont du mal à trouver un logement à leur bourse et à plus forte raison pour les personnes les plus défavorisées.

Parmi les mesures de de Charette, il y a bien le financement par l'Etat de la construction de 20 000 logements de type HLM, soit le double – quel exploit – de ce qui était prévu dans le plan Balladur de la fin de l'an dernier. Ce qui serait mieux que rien, à condition que ces logements voient le jour rapidement et soient effectivement accessibles aux locataires les plus démunis. Mais de ce point de vue, de Charette ne s'est engagé à rien du tout...

En réalité le ministre a surtout insisté sur sa volonté d'accélérer... la vente des logements HLM à leurs occupants. Il annonce un projet de loi allant dans ce sens dès le printemps prochain. Voilà qui exclut tous ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, tous ceux qui sont au chômage ou craignent d'y être demain comme cela exclut aussi les sans-logis et les plus mal logés.

Une preuve de plus que la solution à la crise du logement n'est pas à attendre des déclarations démagogiques d'un ministre. Elle est plutôt à chercher du côté des initiatives comme celles de sans-logis parisiens qui, récemment, ont occupé un immeuble d'anciens bureaux dans le 12e arrondissement. Appuyés par diverses associations, ils revendiquent que soit mise en application la loi autorisant la réquisition de locaux vides. Et des locaux ou des logements vides, il y en a encore des milliers et des milliers à Paris, en banlieue et dans toutes les grandes villes : leur réquisition permettrait de trouver rapidement un remède à la crise du logement.

L. P.

La loi quinquennale de Balladur

DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL, C'EST ENCORE TROP CHER !

Plusieurs dispositions de la loi quinquennale sur l'emploi promulguée par le gouvernement Balladur concernent les élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise.

– Les délégués du personnel qui étaient élus tous les ans le sont désormais pour deux ans ; leur renouvellement doit avoir lieu en même temps que celui des délégués du comité d'entreprise ;

– les heures légales des délégués du personnel qui étaient de 15 heures quelle que soit la taille de l'entreprise passent à 10 heures pour les entreprises de moins de 50 salariés ;

– dans les entreprises de moins de 200 salariés, le patron peut fusionner la représentation des délégués du personnel et du comité d'entreprise. Dans ce cas, les DP font office de délégués du CE et ont 20 heures par mois ;

– dans les entreprises de moins de 150 salariés, la réunion du comité d'entreprise a lieu tous les deux mois au lieu de chaque mois ;

– pour les toutes petites entreprises, il ne peut y avoir élection d'un délégué du personnel que si l'effectif a été de 11 salariés pendant au moins douze mois consécutifs.

Selon les commentaires du ministère du Travail, ces dispositions ont pour but d'alléger les charges des entreprises, en particulier des plus petites (PME et PMI). Cela permettrait une réduction de l'ordre de 40% du coût de fonctionnement des institutions représentatives du personnel à la charge de ces entreprises.

Car même si les syndicats ne contestent pas – ou si peu - la place et le pouvoir du patronat, ce sont tout de même, aux yeux des patrons, des gêneurs : la loi prévoit que les patrons les réunissent, les informent, les entendent, qu'ils rendent quelques comptes devant l'inspecteur du travail... toutes obligations que le patronat voudrait réduire. D'autant que ces dernières décennies, le droit syndical (pour l'essentiel le droit des divers appareils syndicaux) s'était accru, y compris dans les PME-PMI.

Dans ce sens, ces nouvelles mesures légales vont donner davantage les coudées franches au patronat : il y a les "économies de fonctionnement" réalisées, comme disent les patrons, mais ces mesures diminuent le nombre des travailleurs couverts par une protection légale. C'est dans les petites et moyennes entreprises que les travailleurs sont plus qu'ailleurs – et ce n'est pas peu dire – soumis à l'arbitraire des patrons qui violent allègrement la législation du travail... Et la crise n'a rien arrangé.

La fusion des instances de DP et CE ainsi que le regroupement de l'élection pour ces deux fonctions légales dans les plus grosses entreprises, contribuent à accentuer, si besoin était, le rôle "institutionnel", "gestionnaire" des syndicats. Ce penchant à participer aux rouages de la petite bureaucratie des entreprises est déjà fort, mais les dernières modifications légales vont encore le souligner.

Car le patronat et une partie des appareils syndicaux aspirent de plus en plus ouvertement à mettre en place des "professionnels des relations sociales" dans les entreprises, au lieu de délégués directement représentatifs de secteurs ou d'ateliers tels qu'ils avaient été imposés ou voulus par les travailleurs en 1936.

Les patrons voudraient bien voir disparaître ce que le rôle des délégués peut conserver de revendicatif et contestataire, pour ne conserver que des tables rondes périodiques où l'on se pencherait tous ensemble sur la bonne gestion de l'entreprise... c'est-à-dire sur la bonne gestion des intérêts du patron.

Des représentants qui sont plus des fonctionnaires syndicaux que de véritables délégués des travailleurs... c'est dans ce sens que poussent le patronat et l'Etat. Mais entre les désirs et la réalité il y a plus qu'une marge. Car, même si ces changements légaux peuvent entraver la défense des travailleurs au jour le jour, ils ne les empêcheront pas de réagir collectivement contre les attaques qui les visent et ils n'empêcheront pas que des travailleurs continuent de se mettre en avant pour représenter leurs camarades, avec ou sans couverture légale.

Martine ANSELME

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LES INDIENS DU CHIAPAS ET LE GOUVERNEMENT MEXICAIN

Mexique

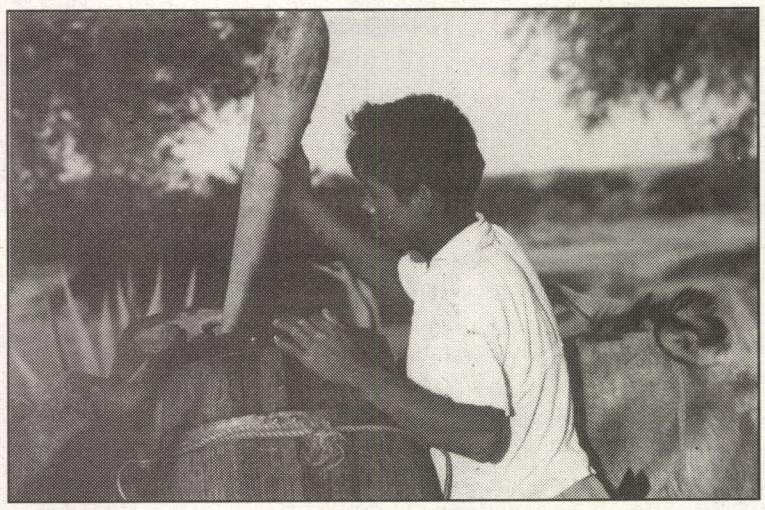
En libérant le général Castellanos, auteur de nombreuses exactions contre les paysans lorsqu'il était gouverneur de 1982 à 1988, que les Indiens du Chiapas avaient enlevé lors de leur insurrection du 1er janvier dernier, les membres de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) ont ouvert la voie aux négociations avec le gouvernement.

Ils ont pu prendre la parole sur Televisa, une télévision privée au service du président Salinas pour y dénoncer... la *"légitimité"* du président *"arrivé au pouvoir grâce à la fraude électorale"* et rappeler leurs principales revendications : démocratie, justice, réforme agraire, logement digne, santé, éducation, etc., toutes choses dont les Indiens du Chiapas, mais aussi bien d'autres à travers tout le Mexique sont privés. Le pays compte, par exemple, 12 millions d'Indiens (un habitant sur sept) qui forment l'un des gros contingents des pauvres du pays.

Dimanche 20 février, les représentants de l'EZLN arrivaient dans la cathédrale de San-Cristobal de las Casas, où les négociations avec un représentant du gouvernement ont commencé, avec la médiation de l'évêque de la paroisse, connu à la fois pour sa solidarité de trente ans avec les Indiens, mais aussi pour son refus de la lutte armée. D'emblée, les guérilleros ont prévenu : *"Nous ne venons pas demander pardon ni l'aumône, mais exiger le respect des droits de tous les Mexicains"*.

Le gouvernement pense ainsi tirer un premier bénéfice de cette affaire en montrant à ses partenaires américains et canadiens du grand marché nord-américain son respect des droits de l'Homme surtout s'il obtient, avec quelques concessions, le retour au calme non seulement dans le Chiapas mais aussi dans toutes les autres régions touchées par la rébellion.

Car si la révolte dans le Chiapas a entraîné un déplacement de 22 000 paysans et causé la mort de 100 à 400 personnes selon les évaluations, elle a aussi servi d'exemple dans d'autres Etats.



Gamma

Les revendications des Indiens du Chiapas pourraient trouver l'oreille de nombreux paysans mexicains

On a assisté à des occupations de mairies, des invasions de grandes propriétés agricoles (des paysans ont réclamé des terres qui leur avaient été volées il y a 175 ans en brandissant des titres de propriété datant du 18e siècle), des manifestations de rues.

Dans la capitale du Chiapas, Tuxtla Guttierez, trois mille enseignants ont manifesté vendredi 18 février pour des augmentations de salaires et par solidarité avec les revendications de l'EZLN, qui leur a renvoyé la pareille en réclamant la démission de tous les maires du Chiapas qui seraient *"dans leur immense majorité le produit de la fraude électorale"*.

Il semble qu'il se développe aussi une certaine contestation dans quelques centres urbains, car pour beaucoup l'insurrection du Chiapas est moins une guerilla de plus qu'une démonstration de dignité face aux gouvernants.

Les grands propriétaires fonciers et les éleveurs de bovins du Chiapas ne restent pas inactifs. Inquiets de cette révolte, qu'ils ont eux-mêmes déclenchée en accaparant les meilleurs terres, ils ont mis sur pied une garde armée, "la garde blanche", et des groupes d'hommes armés s'en prennent désormais à ceux qui ont choisi le camp des paysans pauvres, militants, religieux ou journalistes.

Alors de quoi accoucheront ces négociations ? Le représentant du gouvernement a déjà indiqué que sa marge de manoeuvre était très étroite : *"La solution politique doit refléter une volonté réelle de changement qui ne remet pas en question les principes essentiels de l'Etat mexicain et renforce l'Etat de droit (...). La route est étroite, et il faudra donc faire appel à toute notre imagination."*

Changer sans remettre en cause l'immobilisme et la véritable dictature d'un parti au pouvoir qui règne sans partage depuis plus de soixante ans sur le Mexique, pas facile ! Mais on peut peut-être compter sur la population pauvre pour imaginer de quoi l'obliger à remuer.

Jacques FONTENOY

L'assassinat du libraire d'Alger

TROP DE LIVRES POUR LES INTÉGRISTES

En Algérie, tandis que le pouvoir manie simultanément la répression et les gestes – en tout cas symboliques – d'ouverture, sans parvenir à maîtriser la situation, on assiste depuis plusieurs semaines à une accentuation de la pression des islamistes de l'ex-FIS à différents niveaux de la vie politique et sociale.

Interdiction aux agents du fisc de prélever les impôts de l'Etat, interventions multiples dans certaines municipalités pour faire démissionner les maires, pressions sur les chauffeurs de bus pour mettre une séparation dans les transports entre les femmes et les hommes, assassinats de maires, de policiers, de militaires, d'intellectuels et d'"étrangers". C'est dans cette politique des islamistes de l'ex-FIS que s'inscrit l'assassinat, lundi 21 février, d'un libraire d'Alger, Joaquim Grau, abattu dans sa librairie et qui porte à 25 le nombre d'"étrangers" tués depuis septembre 1993, dont six "français".

Les islamistes tablent sur l'exacerbation du nationalisme comme moyen de détourner à leurs propres fins la colère d'une partie des couches populaires que la crise plonge de plus en plus dans la misère. Les intégristes algériens cherchent à se faire passer ainsi pour ceux qui luttent contre les "privilégiés", les représentants des trusts étrangers ou des grandes puissances responsables de la misère. Ils cachent ainsi surtout aux barbus mal habillés des quartiers pauvres les "barbes-à-fric" des dirigeants islamistes, leurs voitures, leurs villas, et les intérêts des couches privilégiées algériennes dont ils sont membres. Car les Madani, Bel Hadj et autres dirigeants du FIS (Front islamique du salut) sont tout à fait décidés, s'ils arrivent au pouvoir, à s'entendre avec les trusts occidentaux, les banquiers et les experts du FMI, et à servir la même bourgeoisie algérienne, et avec les mêmes méthodes dictatoriales, dictature morale en plus, que le général Zeroual dont ils dénoncent le régime.

Le libraire d'Alger, de famille "pied-noir" d'origine espagnole, a été abattu comme l'ont été par exemple avant lui à l'automne dernier ce médecin de l'hôpital El Biar, dans la banlieue d'Alger, connu seulement pour avoir les idées larges, ou tout récemment un syndicaliste de Tiaret, et de nombreux autres, algériens de souches, qui n'étaient ni des hommes de pouvoir ni des militaires, mais dont les idées tout simplement déplaisaient aux intégristes.

Le libraire n'était pas le représentant des trusts occidentaux ni celui des privilégiés. Mais sa petite librairie, située à deux pas de la faculté centrale, contenait probablement trop de livres. Elle était l'une des rares librairies d'Alger à offrir une grande variété d'ouvrages de littérature, d'art, d'économie, d'histoire sociale... Et, crime des crimes aux yeux des intégristes, la librairie offrait aussi des livres sur la situation de la femme en Algérie ou ailleurs.

Des livres comme il n'en faudrait plus sous le régime que les intégristes rêvent d'établir. Les dirigeants islamistes, politiciens arrivistes et sans scrupules, ont certes eux quelques diplômes ; ils peuvent être professeurs de faculté, économistes ou médecins, et avoir fait leurs études dans les universités étrangères, Madani en tête. Mais il leur faut réduire le peuple à l'ignorance, régner grâce à l'obscurantisme.

Olivier BELIN

Sénégal — LA DÉVALUATION DU FRANC CFA ENGENDRE LA COLÈRE

Mercredi 16 février, dans la nuit, ont éclaté de violentes émeutes à Dakar, la capitale du Sénégal, et dans sa banlieue. Voitures incendiées, vitrines brisées, affrontements avec la police, l'émeute aurait fait cinq morts dont quatre policiers. Si le président Abdou Diouf, dictateur élu il y a un an au terme d'une caricature de campagne électorale, a profité de l'occasion pour s'attaquer aux partis d'opposition, on ne peut ignorer que ces émeutes ont pour cause immédiate l'appauvrissement engendré par la dévaluation du franc CFA.

Le Sénégal est l'un des pays d'Afrique francophone les plus touchés par la dévaluation décidée à Paris du franc CFA. La hausse des prix constatée quelques jours après la dévaluation indiquait une augmentation de 30% du "panier de la ménagère" pour une famille vivant "à l'africaine", c'est-à-dire avec les moyens du bord.

Le choc a été d'autant plus lourd de conséquence que cela venait après que le gouvernement du président Abdou Diouf eut diminué en septembre dernier les salaires des fonctionnaires de 15%, et de 5% environ ceux du privé. Cette décision prise pour satisfaire les instances financières internationales avait été accueillie par une grève générale. Du coup, Abdou Diouf avait dû inventer quelques mesures dites d'accompagnement.

Abdou Diouf avait déclaré qu'il n'y aurait pas de dévaluation du franc CFA... Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il soit démenti. Craignant l'émeute des plus pauvres, puisque des produits de première nécessité comme le riz sont importés, ce qui signifie que leur prix a doublé du jour au lendemain, Diouf s'est fait donner les "pleins pouvoirs" par une Assemblée nationale d'autant plus docile que l'écrasante majorité des députés appartient à son parti.

Au lendemain de l'émeute, il n'a pas tardé à se servir de ces "pleins pouvoirs", dont la base réelle sont ses liens avec l'impérialisme français. Les pneus brûlés n'avaient pas eu le temps de refroidir que déjà il saisissait ce prétexte pour faire arrêter deux leaders de l'opposition. Ceux-ci avaient appelé la population à ne pas défiler dans les rues pour protester contre la situation, et c'est malgré eux que les pauvres ont choisi de montrer leur mécontentement dans la rue.

Désormais, les manifestations sont interdites et Abdou Diouf dénonce un *"plan ourdi par l'opposition"*. Ce mensonge ne peut convaincre personne : le seul "plan ourdi" qui a frappé le Sénégal, c'est la décision imposée par les instances monétaires internationales et le gouvernement français de dévaluer la monnaie, qui vient s'ajouter à une exploitation et à une spoliation bien plus anciennes. Et les quelques millions lâchés en compensation par le gouvernement français, lors de la dévaluation, n'ont pas suffi à éviter les conséquences d'une décision qui, du jour au lendemain, a considérablement dégradé les conditions de vie des plus pauvres.

J. F.

Lors des émeutes de Dakar.

AFP

Madagascar — VICTIME DU CYCLONE... ET DU PILLAGE COLONIAL

C'est un cyclone d'une intensité exceptionnelle qui a frappé Madagascar au début de février.

Quelques jours après le passage de "Géralda", ledit cyclone, les morts se comptent par dizaines et les sans-abri par dizaines de milliers (70 morts et 50 000 sans-abri ont été recensés... certainement loin du compte).

Dans la région de Tamatave où le cyclone a le plus frappé, 70% à 90% des habitations composées de misérables cases en tôle ou de paillotes (en moyenne à peine 6 m2) ont été détruites.

Une semaine après le sinistre, les journaux relevaient le fait que 70% des habitations détruites avaient déjà été reconstruites. Mais, quelle que soit la fiabilité de ce chiffre, ils relevaient surtout le fait que cela en dit long sur leur fragilité... et leur efficacité à abriter des vies humaines.

Quant aux prix des produits alimentaires, ils s'envolent. Le kilo de riz, plat de base malgache, est passé de 800 Fmg à plus de 1 200 Fmg. Soit quasiment le salaire quotidien d'un ouvrier, salaire qui varie entre 1 000 et 3 000 Fmg par jour (1 FF = 325 Fmg).

Pourtant cette île, de la dimension de la France et du Bénélux réunis, n'est pas naturellement déshéritée. Avec un sous-sol réputé riche en pierres semi-précieuses et des terres agricoles dont la qualité, valorisée par un climat tropical, pourrait produire bien plus qu'elle ne le fait aujourd'hui... si les techniques existant dans les pays riches y étaient appliquées.

Peyre / Gamma

Une population le plus souvent misérable.

Mais cette ancienne colonie française, comme la plupart des pays pauvres, n'a à aucun moment profité des progrès techniques. Et surtout pas des plus-values dégagées par les productions d'exportation du pays, rapatriées dans les caisses des capitalistes des "démocraties occidentales", surtout la France, et ce depuis plusieurs siècles.

L'instabilité sociale et politique actuelle est une incitation supplémentaire aux "investisseurs" à ne prendre aucun risque, en se contentant d'assurer surtout la commercialisation des produits d'exportation tels que le girofle, la vanille ou les pierres semi-précieuses... ce qui ne demande justement aucun investissement, tout en rapportant gros.

Ces produits vendus au prix fort dans les pays riches ne sont achetés aux producteurs que pour une bouchée de pain. Par exemple le girofle, vendu sous la marque Ducros dans les supermarchés à La Réunion, qui n'est qu'à quelques centaines de kilomètres, à plus de 400 FF le kilo, est acheté à moins de 2,5 FF le kilo aux récolteurs.

Aujourd'hui, les bonnes intentions pleuvent de partout. Les Occidentaux rivalisent pour se montrer. Ainsi, sans autorisation ni demande aux autorités malgaches, un avion militaire français a survolé la région de Tamatave... pour estimer les dégâts.

Quelques tonnes de vivres et de matériels ont été promises par les autorités françaises, pour une valeur de 30 millions de francs. Le Japon a promis de livrer 40 000 tonnes de riz. Mais aucune autorité de ces pays, qui se font passer pour des bons Samaritains, ne parle d'acheter à l'avenir à Madagascar ses produits à une plus juste valeur, ni de forcer les investisseurs venant de leur pays à payer la main-d'œuvre malgache à un salaire un peu plus décent. L'humanitaire a ses raisons que le commerce ne connaît pas.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- **DE LA "GUERRE DES PIERRES" À UN ÉTAT PALESTINIEN ?**
  (N° 58 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 octobre 1993)
- **LE PEUPLE ALGÉRIEN FACE À LA DOUBLE PRESSION RÉACTIONNAIRE DE L'ARMÉE ET DU FIS**
  (N° 59 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 17 décembre 1993)

Prix : 10 F

Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

La Grèce décrète le blocus de la Macédoine

LA POUDRIÈRE BALKANIQUE ET LES PYROMANES OCCIDENTAUX

Gamma

Manifestant grec, contre la reconnaissance de la République de Macédoine, affublé du casque des guerriers antiques.

Le jour même où expirait l'ultimatum de l'OTAN aux troupes serbes encerclant Sarajevo, se réunissaient à Bruxelles les douze pays membres de l'Union Européenne. Or, selon la presse, les Douze n'auraient à aucun moment évoqué lors de cette réunion cet ultimatum dont ils se vantent d'avoir été les initiateurs.

L'Occident et l'indépendance de la Macédoine

Ce ne serait en tout cas pas surprenant. Ne serait-ce que parce que parmi les Douze, l'Allemagne, la France, l'Angleterre notamment, apportent depuis l'éclatement de la Yougoslavie un appui plus ou moins discret à des factions rivales sur le terrain. Mais, ce qu'il y a eu de nouveau ces jours-ci, c'est que la Grèce, qui préside actuellement l'Union Européenne, a affiché son soutien à la Serbie.

En effet, quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum lancé aux Serbes de Bosnie, le gouvernement grec décidait le blocus de la Macédoine, la plus méridionale des anciennes républiques yougoslaves, la dernière aussi à avoir proclamé son indépendance pour ne pas rester dans une Yougoslavie réduite par les sécessions slovène et croate et, du coup, plus que jamais dominée par les dirigeants serbes.

Les dirigeants occidentaux – échaudés peut-être par les conséquences d'un éclatement de la Yougoslavie qu'ils avaient favorisé – ne se sont guère empressés de reconnaître la Macédoine indépendante. Quand ils s'y résolurent au bout d'un an et demi, ils prétendirent ne pas l'avoir voulue.

Ainsi, alors même que les politiciens occidentaux feignaient de s'indigner des agissements militaires serbes en Bosnie, à maintes reprises, les dirigeants américains, notamment, laissèrent entendre qu'ils s'en remettaient à la Serbie pour garantir l'ordre en Macédoine. Et quand les Occidentaux ont bien voulu admettre la Macédoine à l'ONU, ils le firent sous l'appellation d'"ex-République yougoslave de Macédoine". A croire que le nom même – et seul – de Macédoine aurait été dangereux.

Escalades nationalistes

Certes, cela peut faire sourire d'entendre les dirigeants grecs assurer qu'ils ne desserreront pas le blocus économique et douanier de leur petit voisin du Nord, tant que celui-ci n'aura pas renoncé... au nom "grec" de Macédoine et à un drapeau qui aurait "usurpé" un symbole solaire appartenant au "patrimoine hellène"... du IVe siècle avant notre ère !

Mais cela fait déjà moins sourire quand on sait que les dirigeants grecs se prétendent socialistes et que leur parti, le PASOK, n'a gagné les élections d'octobre dernier qu'en se montrant encore plus nationaliste que la droite alors au pouvoir. C'est que les politiciens de la bourgeoisie grecque, qu'ils soient conservateurs ou "socialistes", enchaînent programme d'austérité sur programme d'austérité et n'ont d'autre ressource que d'essayer de le faire oublier à leur population en la soûlant d'hymnes nationalistes. Seulement, si l'hystérie nationaliste orchestrée autour de la Macédoine par les Papandréou et autres Mitsotakis obéit à des considérations d'abord intérieures, le problème déborde le cadre du Parlement athénien.

Macédoine ex-yougoslave (capitale Skopje) et les territoires autrefois macédoniens qui s'étendent en Grèce et en Bulgarie.

On l'a d'ailleurs vu, dès l'annonce de la fermeture des postes-frontières gréco-macédoniens : tandis que la Serbie applaudissait bruyamment, Turquie, Bulgarie, Albanie et Italie faisaient savoir qu'elles ouvraient des corridors routiers et ferroviaires pour sauver la Macédoine de l'asphyxie. Au nom de l'aide humanitaire, officiellement en tout cas. En raison, plus certainement, de visées nationalistes dans les Balkans.

Car tandis que le ton monte entre la Grèce et la Turquie au sujet de la minorité turque de Thrace, la Grèce voit d'un mauvais oeil cette même Turquie aider une Macédoine laissée à elle-même et donc, vu sa taille et sa pauvreté, tentée de se trouver des protecteurs. Des Etats qui pourraient l'appuyer si l'envie lui prenait d'appeler à la reconstitution d'une "Grande Macédoine" dont, précisément, la majeure partie fut dévolue à la Grèce à l'issue de la première guerre balkanique, en 1913. Entre Grèce et Albanie, le ton monte aussi concernant des minorités grecque et albanaise situées de part et d'autre de la frontière. Et la Bulgarie, reprenant ce qui fut un axe de sa politique entre les deux guerres mondiales, cherche à se placer en protecteur de la Macédoine contre la Serbie, Sofia affirmant que les Macédoniens parlent un dialecte bulgare, alors que Belgrade prétend qu'ils ne seraient que des Serbes du Sud...

Le blocus commercial de la Macédoine par la Grèce montre qu'un pays membre de l'OTAN, le plus riche de la région, soutient la Serbie et s'en remet à elle pour assurer l'ordre dans une partie de la région... alors que l'OTAN semble reprocher à cette même Serbie d'assurer l'ordre de façon trop voyante en Bosnie.

Pour l'instant, il ne s'agit que de gesticulations à destination de l'opinion publique de tel ou tel de ces Etats balkaniques. Mais on a vu, dans le cas de la Yougoslavie, comment la démagogie pouvait, en quelques mois, déborder les arènes parlementaires et transformer des régions, des pays en épouvantables champs de bataille et de tueries. Et le fait que la Grèce soit membre de l'Europe des Douze ou qu'elle et la Turquie soient membres de l'OTAN disent assez bien que ni le reste de l'Europe, ni probablement le reste du monde ne pourraient rester à l'écart d'un tel embrasement.

Pierre LAFFITTE

BROCHURE

L'avenir de l'humanité c'est le communisme !

Texte des meetings d'Arlette Laguiller Novembre-décembre 1993

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

LUTTE DE CLASSE N° 5 EST PARUE

Au sommaire :

La guerre civile en Yougoslavie et la politique des puissances impérialistes

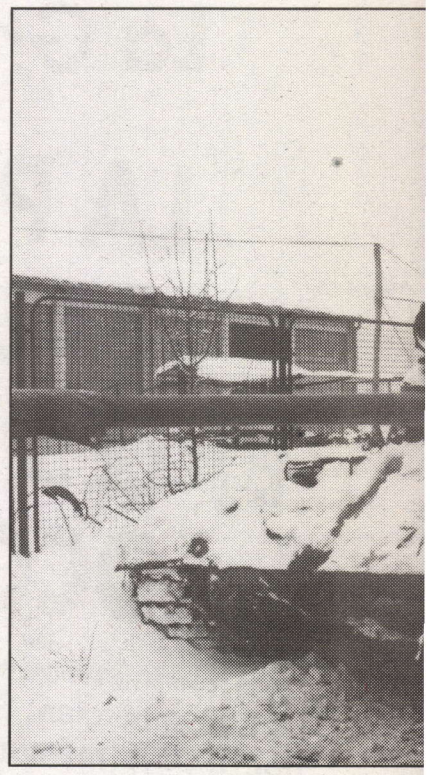
Haïti :
après le retour manqué d'Aristide

Italie :
de la "Refondation communiste" à une participation gouvernementale ?

France :
le 28e Congrès du PCF, un pas de plus vers la social-démocratisation

Les communistes révolutionnaires et la défense de l'école laïque

Les grandes puissances ne cherchent pas à libérer la Bosnie des bandes armées, mais à la leur livrer



Toutes les grandes puissances sont donc contentes. La guerre aérienne en Bosnie qui, finalement, n'a pas eu lieu, n'aurait fait que des vainqueurs.

Les puissances occidentales d'abord, qui se congratulent de ce grand pas que la paix aurait fait dans les Balkans, grâce à la menace de leurs bombardiers (les Tartarins français de tous bords politiques ne sont pas les moins bruyants dans l'auto-félicitation). La Russie plus encore, elle qui a réussi son retour dans le rôle de grande puissance gardienne de l'ordre, même si elle n'a fait qu'obtenir des Serbes ce retrait des canons des hauteurs de Sarajevo que l'OTAN exigeait sous la menace. Mais elle a su jouer les utilités au bon moment : l'OTAN était trop contente d'avoir pu faire une démonstration de force sans pour autant s'engager dans un engrenage guerrier dans les Balkans, dans lequel aucune des grandes puissances n'a envie de s'engager. Les dirigeants Serbes de leur côté peuvent prétendre n'avoir pas cédé à la menace de l'OTAN mais aux conseils amicaux d'Eltsine. Quant à l'ONU, elle a le soulagement de disposer, avec le contingent russe, de casques bleus qui sont accueillis comme des libérateurs par les Serbes.

UN JEU DE DUPES

Les peuples de l'ex-Yougoslavie en général et ceux de la Bosnie en particulier ont bien moins de raisons de se réjouir, même si les obus ont, au moins momentanément, cessé de tomber sur Sarajevo. Ni pour le présent, ni pour le futur. Pour le présent, la guerre n'est pas finie, même à Sarajevo. La ville est toujours assiégée et soumise à un blocus interdisant ses accès. Elle est toujours coupée en deux entre une zone bosniaque-musulmane et une zone serbe par une ligne de front. Le déploiement des troupes de l'ONU au long de cette ligne risque d'en faire une frontière infranchissable pour une longue période.

La Bosnie, cela sert aussi au ministre de la Défense à se montrer.

AFP

De toute façon, la guerre continue partout, de Tozla à Srebrénitsa, même s'il est probable que le coup de poker des Occidentaux sur le plan militaire ait préparé le terrain pour des grandes manœuvres diplomatiques. Mais au service de quel jeu de dupes ? Car la mise en scène guerrière, elle, a bien constitué un jeu de dupes.

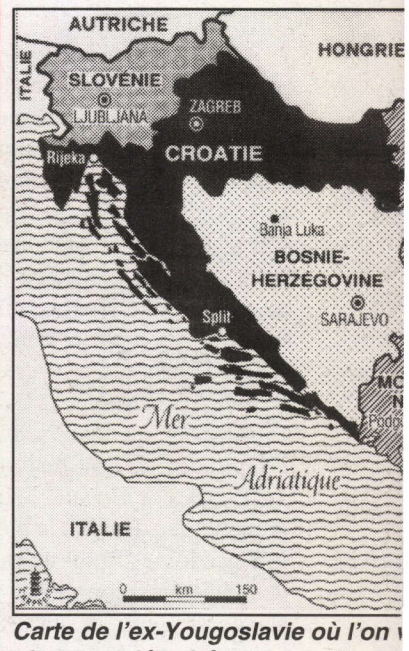
Les grandes puissances occidentales ont mis, jusqu'à présent, la Serbie au ban des nations. Elle se sont livrées au cours des mois passés à des manipulations éhontées des médias, pour présenter la Serbie et les Serbes en général comme les seuls responsables de la guerre (occultant par exemple les atrocités commises par les bandes nationalistes croates contre les Bosniaques-Musulmans). Durant la menace d'intervention aérienne, c'étaient encore les Serbes qui étaient considérés comme l'ennemi à vaincre. Et voilà que les grandes puissances font maintenant le jeu des dirigeants de Belgrade et des chefs de bandes nationalistes qui se posent en représentants des Serbes de Bosnie.

Car sur le plan militaire, le gel de la situation sur la base du rapport de forces actuel profite entièrement aux bandes nationalistes serbes, qui occupent quelque 70% du territoire de la Bosnie, alors que les Serbes ne représentent que 31% de la population. Par ailleurs, les négociations diplomatiques déjà engagées ou à engager prennent, elles aussi, pour base le rapport de forces actuel. Et comme le but de tous les plans de paix est désormais le partage territorial de la Bosnie, ce sont évidemment les cliques nationalistes serbes qui sont en meilleure position. Il y a un an encore, le ministre américain des Affaires étrangères, Warren Christopher, avait qualifié le dernier en date des plans de partage de "moralement répugnant", car il favorisait trop "les agresseurs serbes". Voilà donc la diplomatie américaine décidée aujourd'hui à patronner ce plan "moralement répugnant", et à engager des négociations avec les chefs nationalistes dont certains, comme Karadzic, sont officiellement considérés comme "criminels de guerre" sur le sol américain.

La contradiction dans l'attitude des États-Unis et des grandes puissances impérialistes n'est cependant qu'apparente. La diplomatie impérialiste, préparée par le coup de poker militaire, ne vise pas la cohabitation pacifique des peuples dans les Balkans. Elle vise le rétablissement de l'ordre. Elle ne vise pas une solution politique favorable aux intérêts des peuples. Elle vise un ordre accepté par les cliques dirigeantes nationalistes dont ces dernières devraient devenir les garants. Ce qui est "moralement répugnant" – en dehors de l'hypocrisie des Christopher ou autre Juppé et de leurs supérieurs hiérarchiques – ce n'est pas seulement le choix de ceux des chefs de gangs nationalistes qui auront la part la plus belle dans le dépeçage de la Bosnie. Ce qui est répugnant, c'est ce partage territorial de la Bosnie, qui pousse jusqu'à l'absurde le partage territorial de la Yougoslavie et qui livre, avec la bénédiction internationale, les différents territoires issus de ces dépeçages successifs aux chefs de cliques nationalistes.

SOUTENIR LES PLUS FORTS

Il en découle tout naturellement que les bandes armées serbes – parmi lesquelles l'État Serbe lui-même – obtiennent la part du lion, avec la bénédiction de l'impérialisme. Pas parce que leur cause est plus juste, ni même parce que les puissances impérialistes ont une prédilection pour elles. Mais parce qu'elles sont les plus fortes. Exactement pour les mêmes raisons qui font que les puissances impérialistes se font une raison de laisser à Saddam Hussein le soin de juguler les Kurdes, les Chiites, etc., et finalement son propre peuple. Il ne faut cependant pas oublier que les bandes armées croates – parmi lesquelles, là encore, la bande armée en uniforme officiel de Zagreb – qui ont toujours bénéficié du traitement de faveur des grandes puissances, participent également et largement à la curée de la Bosnie-Herzégovine mort-née. C'est finalement la clique nationaliste bosniaque-musulmane – que pourtant les grandes puissances occidentales prétendent soutenir officiellement mais elles la soutiennent comme la corde soutient le pendu – qui est réduite à la portion congrue. La zone musulmane prévue dans le plan de partage représente 30% du territoire, alors que cette communauté ethnique représente 44% de la population. A condition encore que les troupes serbes et croates veuillent bien



Carte de l'ex-Yougoslavie où l'on v s'en sont détachées.

Ce fut à la fin des années 1980 que les forces nationalistes se hissèrent sur le devant de la scène. Cela commença par les exigences des couches dirigeantes des deux républiques les plus riches, celles de la Slovénie et de la Croatie, qui voulurent garder pour elles leurs propres richesses, sans avoir à en reverser ne serait-ce qu'une partie au pouvoir central.

LES INDÉPENDANCES DE LA SLOVÉNIE ET DE LA CROATIE

En octobre 1990 les nouveaux pouvoirs slovène et croate proposèrent de transformer la Fédération yougoslave en Confédération. C'était pour eux une façon d'acquérir plus d'autonomie. Mais très rapidement, cette première proposition se transforma en revendication pour l'indépendan-

Une colonne de blindés non loin de Sarajevo. Qu'ils se déplacent ou non, leur destination c'est "le maintien de l'ordre".

Un représentant de l'ONU (à gauche) en compagnie de Radovan Karadzic. Ce dernier, considéré comme criminel de guerre, verra peut-être son pouvoir confirmé par les Occidentaux.

AFP

concéder certains territoires qu'elles occupent aujourd'hui. De plus, la zone bosniaque-musulmane est constituée de deux tronçons séparés...

Voilà la "paix" que se prépare à patronner l'impérialisme, entérinant, comme il le fait depuis le début du processus d'éclatement de la Yougoslavie, le rapport de forces entre cliques nationalistes sur le terrain. Livrés aux bandes armées dont on mesure la barbarie depuis que dure la guerre civile, les mini-États "ethniques" seront des prisons pour leurs peuples. A commencer par leurs minorités qui représenteront dans chacun d'entre eux, et quelles que soient les frontières définies dans les marchandages, de 20% à 30% de la population, voire plus. A moins que de nouveaux "nettoyages ethniques", cette fois consacrés par la diplomatie internationale, ne viennent "corriger" cette interpénétration, ce mélange de peuples et de religions que l'histoire a façonné dans cette région.

Le seul espoir, c'est que les peuples de l'ex-Yougoslavie n'acceptent plus les cliques nationalistes qui prétendent les représenter, même pas et surtout pas lorsqu'elles prétendent agir au nom des droits nationaux de leurs peuples. Ce sont ces cliques qui ont dressé les uns contre les autres des peuples qui ont vécu ensemble au point, pour nombre de leurs éléments, d'avoir oublié qu'ils appartenaient à des peuples différents, si tant est que ces peuples soient différents.

L'hystérie nationaliste utilisée par ces cliques ne vient pas des peuples – contrairement à tous les mensonges véhiculés à ce sujet, là-bas comme ici. Elle s'inscrit en revanche dans une longue tradition des castes dirigeantes qui, dans toute l'Europe centrale et balkanique, s'en servent souvent pour anesthésier leur propre peuple avant de l'étrangler.

Il n'y a pas la moindre lueur d'espoir pour les peuples de la région dans les gesticulations militaires ou diplomatiques des puissances impérialistes. Elle ne peut que venir d'un sursaut des peuples.

Georges KALDY

L'éclatement de la Yougoslavie et l'enchaînement des conflits

...oit les républiques qui

ce. Deux mois plus tard, en décembre 1990, un référendum organisé en Slovénie donna 88% pour l'indépendance. En mars 1991, un référendum identique fut organisé en Croatie où 94% des votants se prononcèrent pour l'indépendance.

Mais avant même que l'indépendance de ces deux républiques fût officiellement proclamée, leurs dirigeants décidèrent que les futurs Etats seront des Etats-nations. En d'autres termes, les peuples non croates de la Croatie, notamment son importante population serbe, devaient être transformés en minorités nationales. Il n'est pas étonnant alors que la proclamation de l'indépendance de la Krajina, une région de la Croatie surtout peuplée de Serbes, anticipât (mai 1991) celle, officielle, de la Croatie. D'autant que tout en se déclarant pour le maintien du statu quo, la Serbie, qui contrôlait les sommets de l'appareil fédéral, appuyait les revendications d'autonomie, puis d'indépendance, des Serbes répartis dans les autres républiques (ils sont près de quatre millions).

L'indépendance de la Slovénie et de la Croatie fut officiellement proclamée le 25 juin 1991. Deux jours plus tard la guerre débutait. En Slovénie où il n'y a pratiquement pas de Serbes, les affrontements ne durèrent que trois semaines. Par contre, en Croatie, la guerre prit un tour dramatique.

Quant aux Occidentaux, ils proposèrent quatre mois plus tard, en octobre 1991, un plan visant à transformer la Fédération yougoslave en Confédération. C'est que durant la période qui précéda la guerre, aussi bien les Américains que les Européens, avec quelques nuances tout de même pour ces derniers, se déclaraient pour le maintien de la Fédération yougoslave. Médiations, envois d'observateurs, résolutions de l'ONU, conférences de paix se sont alors succédé. En vain ! Sur le terrain, les camps nationalistes s'affrontaient depuis des mois.

L'apparente solidarité européenne se fissura publiquement après le sommet de Maastricht. L'Allemagne, et à un degré moindre l'Italie, considéraient comme légitime l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Par contre, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne souhaitaient toujours le maintien de l'unité yougoslave. Finalement l'Allemagne se décida à reconnaître unilatéralement la Slovénie et la Croatie le 23 décembre 1991. Ce ne fut qu'un mois plus tard que les autres membres de la Communauté européenne procédèrent à cette même reconnaissance.

Quoi qu'aient pu vouloir durant un temps les impérialistes, ils eurent finalement vite fait d'adapter leur politique au moule imposé par les nationalistes des divers camps, tant était grande leur volonté de trouver des interlocuteurs susceptibles d'être des relais à leurs politiques et à leurs intérêts.

UN SCÉNARIO IDENTIQUE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

A peine la Croatie indépendante, les députés croates et musulmans refusèrent que la Bosnie-Herzégovine fasse partie d'un Etat yougoslave uniquement limité à la Serbie et au Monténégro. Les Serbes de Bosnie se retirèrent des travaux du Parlement et créèrent leurs premières régions dites autonomes. Le 29 février 1992 un référendum sur l'indépendance, boycotté par les Serbes, fut organisé. Les "oui" l'emportèrent. Le lendemain la guerre débutait.

Dans un premier temps les Occidentaux se déclarèrent favorables au maintien de la Bosnie-Herzégovine dans ses frontières. Seulement en mars 1992, un plan concocté à Bruxelles prévoyait déjà une Bosnie-Herzégovine, certes dotée d'un gouvernement central, mais divisée en une multitude de cantons, placés chacun sous le contrôle d'une des trois communautés nationales. Ce plan ne verra jamais le jour.

Puis il y eut en janvier 1993 un autre plan, dit plan Vance-Owen, qui prévoyait lui un découpage en dix provinces. Il entérinait bien des conquêtes effectuées par les nationalistes serbes, mais pas suffisamment à leur goût. Selon ce plan, les Serbes (31% de la population) auraient obtenu 40% du territoire, les Croates (17% de la population) et les Musulmans (44% de la population) chacun 25% du territoire. Les 10% restants étaient constitués par la ville de Sarajevo et ses environs, placés sous contrôle international. Mais les nationalistes serbes, qui contrôlaient déjà 70% de la Bosnie-Herzégovine, rejetèrent ce plan.

Le plan de paix suivant, encore en vigueur aujourd'hui, porte lui aussi le nom de ses concepteurs. Il s'agit du plan Owen-Stoltenberg, qui prévoit tout bonnement le partage de la Bosnie-Herzégovine entre les divers camps nationalistes. Après avoir envisagé un projet de fédération avec un Etat central doté de quelques vagues pouvoirs, après avoir envisagé un découpage de toute la Bosnie-Herzégovine en de nombreux cantons regroupant plus ou moins les populations par nationalités, les médiateurs de Genève en sont venus à accepter ce que réclamaient les nationalistes serbes et croates, à savoir une division de la Bosnie-Herzégovine en trois grandes entités ethniques, avec possibilité pour deux d'entre elles de se fondre dans les républiques voisines, la Serbie et la Croatie.

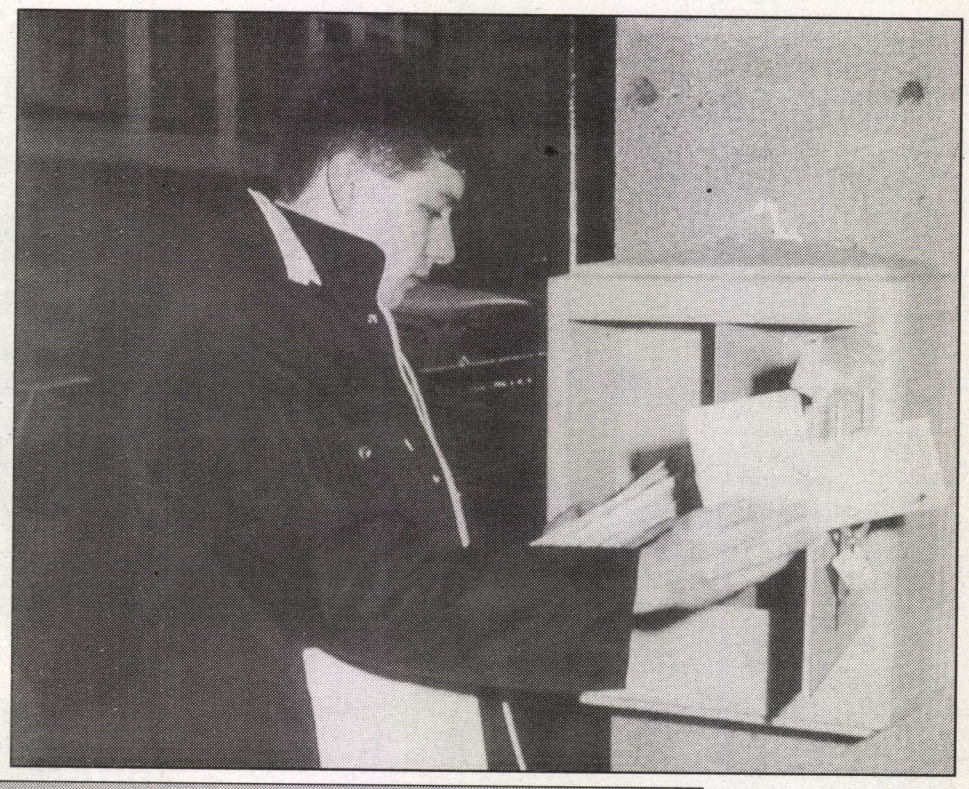
Depuis les premiers instants où l'ex-Yougoslavie a été démembrée par les nationalistes concurrents, les Occidentaux ont, bon gré mal gré, accepté d'avaliser ce que les plus puissants parvenaient à imposer par la force de leurs bandes armées. Et c'est avec les chefs de ces mêmes bandes que l'ONU ou l'Union européenne entendent traiter.

Georges LATTIER

L'invraisemblable projet de découpage de la Bosnie-Herzégovine.

La Poste

LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS PRÉSENTÉES COMME DES CRÉATIONS D'EMPLOIS



Arc

La Poste vient d'annoncer le recrutement, au cours de l'année 1994, de 2 500 à 3 000 nouveaux fonctionnaires. Mais cela ne veut pas dire que La Poste va créer des emplois. Bien au contraire.

Car les embauches annoncées, si elles ont effectivement lieu, seront encore loin de compenser les départs à la retraite : ceux-ci, avec les départs volontaires, tournent chaque année entre 6 000 et 8 000, sur un effectif total de titulaires actuellement de 260 000 (auquel s'ajoute le personnel embauché sous contrat). Depuis trois ans les départs n'ont été que très partiellement remplacés, si bien que les effectifs globaux de La Poste, qui avaient déjà chuté de 2 000 entre 1990 et 1991, ont baissé de 10 000 sur les deux années 1992 et 1993 (environ 5 000 chaque année).

Et il était prévu une baisse pratiquement du même ordre de grandeur, entre 3 500 et 5 000 pour l'année 1994. Le recrutement qui vient d'être annoncé par la direction de La Poste ne contredit en rien l'intention d'aboutir à l'objectif de réduction d'effectifs fixé. Ce recrutement ne couvrira même pas la moitié des départs naturels de l'année : 3 500 d'entre eux ne seront pas remplacés. Et comme la direction de La Poste pourrait bien réduire en échange un peu le nombre de personnes employées sous contrat (80 000 personnes sont aujourd'hui employées par La Poste, généralement à temps partiel, sous contrats à durée déterminée ou indéterminée, sans parler des CES, remplissant l'équivalent de 30 000 emplois à plein temps), il est bien possible que le nombre réel de suppressions d'emplois tourne cette année autour du même chiffre de 5 000 que les deux années précédentes.

Quant aux 2 500 à 3 000 embauches annoncées, qu'elles ne donnent aucun espoir aux jeunes à la recherche d'un emploi : il s'agit seulement de faire entrer enfin à La Poste ceux qui ont été reçus aux concours de recrutement des années 1991 et 1992, dont l'embauche avait été gelée par la décision de réduction d'effectifs prise en 1991, et dont certains travaillent d'ailleurs déjà de façon provisoire à La Poste sous contrat.

En faisant annoncer spectaculairement par une interview à la presse du directeur de La Poste que celle-ci va embaucher, le gouvernement veut faire croire qu'il lutte contre le chômage. Ce sont encore en réalité quelques milliers d'emplois de plus qu'il va supprimer, rien que dans cette seule branche, et qui s'ajoutent aux 10 000 des deux années précédentes.

Recette principale (Paris-Louvre)

DEUX JOURS DE GRÈVE À LA MESSAGERIE CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Les 17 et 18 février, à la Recette principale, les Messageries étaient en grève pour protester contre huit suppressions d'emplois. Ce service, qui est chargé de distribuer les colis, compte 57 travailleurs. Il n'en resterait plus que 49, les autres devant être mutés ailleurs. C'est par la Messagerie que la direction a décidé de commencer sa restructuration de toute la distribution à Paris R.P.

Peu soucieuse d'affronter en bloc les 500 travailleurs concernés, dont la totalité des facteurs, elle a décidé d'étaler l'opération dans le temps. La Messagerie en 1994, la Distribution du courrier sur les 2e et 3e arrondissements de Paris en 1995, et sur les 1er et 4e arrondissements en 1996.

La direction tente de diviser le personnel

Lorsque la restructuration fut annoncée à la Messagerie, il y a maintenant quatre mois, la direction ne parla pas de réduction d'effectifs. Elle organisa des groupes de travail, où elle invita six travailleurs à venir discuter avec un nombre équivalent de cadres. On pouvait y causer de tout : horaires, déséquilibre entre les différents secteurs, conditions de travail... Mais sur les effectifs, pas un mot. La direction prenait note... en particulier de ce qui pouvait servir à diviser les travailleurs. Elle organisa par exemple un vote pour savoir si l'on préférait garder l'horaire actuel ou en prendre un autre. Manque de chance pour elle, ce sondage donna une quasi-unanimité pour conserver l'horaire actuel. Et quand tout le service manifesta son intention de faire irruption dans le groupe de travail pour assister au dépouillement, on vit bien que le désir de dialogue de la direction avait des limites.

En novembre et décembre, ce furent les comptages : la direction fit accompagner les préposés sur leur tournée en triporteur par des vérificateurs, pour voir le temps effectif de travail. Mais les opérations effectuées à l'intérieur du bureau étaient, elles, affectées d'une durée arbitraire, souvent inférieure au temps nécessaire, et chacun vit bien que ces comptages avaient pour but de justifier des réductions d'effectifs.

Réaction unanime contre huit suppressions de postes

Enfin, après ces longs mois de manœuvres, la direction sortit de son chapeau, il y a trois semaines, le chiffre de huit emplois supprimés, essayant une fois de plus de nous diviser en les prenant tous sur la même moitié de service, celle qui porte les colis sur le 1er et 2e arrondissements. Mais là, elle en fut vraiment pour ses frais. Tout le monde décida de lui demander des comptes, et devant son obstination la décision fut prise de faire grève le 16 février et de s'adresser à l'ensemble du bureau de poste.

Ce jour-là, presque tout le service était donc en grève et présent sur place. Un représentant des grévistes prit la parole devant les facteurs, profitant d'une assemblée générale organisée par les représentants du bureau départemental de la CGT. Puis les grévistes partirent distribuer un tract aux facteurs avant que ceux-ci ne sortent en tournée. Ensuite, à 40, ils montèrent dans le bureau du receveur, qui en entendit des vertes et des pas mûres sur ses méthodes. A la fin de la matinée, il fut décidé de reconduire la grève le lendemain et de ne reprendre le travail que le samedi.

Le vendredi, à nouveau, la grève fut tout aussi suivie. Et quand, dans certains services, les cadres voulurent faire effectuer le travail de la Messagerie, ils se heurtèrent au refus des travailleurs auxquels les grévistes étaient venus prêter main forte. Tous ensemble, ils rédigèrent un tract aux usagers, les incitant entre autres à se faire rembourser par La Poste les "colissimos" en retard. Et les modalités d'une reprise "molissimo" furent fixées pour la semaine suivante, avec l'idée de voir si d'autres services étaient prêts à rejoindre les Messageries.

Correspondant LO

Crédit Lyonnais (Paris)

Au CTM : LES EMPLOYÉS VEULENT DES GARANTIES

Lundi 21 février, pour la troisième fois en trois semaines, des employés du Centre de traitement modulaire de chèques (CTM) Courcelles ont cessé le travail et sont venus au Siège central du Crédit Lyonnais, boulevard des Italiens.

Accompagnés par des délégations des trois autres CTM (Rivoli, Cadet et Montparnasse), ils étaient une cinquantaine à exprimer leur mécontentement, exigeant des réponses claires de la direction à leurs revendications.

En effet, face à la fermeture à la mi-mai du CTM Courcelles, qui n'est que le prélude à la fermeture des trois autres d'ici à deux ans, le personnel a demandé des garanties pour son avenir.

Les CTM sont des centres où l'on traite et comptabilise les chèques avant leur échange entre banques, à l'aide de machines de tri assez bruyantes. Situés sur quatre localisations, les CTM emploient un peu plus de 200 personnes, encadrement compris.

Or une partie de plus en plus importante de ce travail est donnée à la sous-traitance. Après le deuxième débrayage, la direction acceptait quelques garanties et en particulier la possibilité pour le personnel d'obtenir jusqu'à trois possibilités de mutations différentes dans d'autres services, si la première ne convenait pas.

Mais elle a refusé la revendication d'une augmentation de 20 points pour tous (soit 275 F de plus par mois) ou un coefficient supplémentaire. Une revendication à laquelle le personnel des CTM tient car il sait qu'il faudra du temps dans une nouvelle affectation pour obtenir une hypothétique augmentation.

Mais là-dessus la direction reste ferme et le troisième débrayage ne l'a pas fait changer d'avis.

Pourtant la simple résiliation du bail des locaux du CTM Courcelles va lui faire économiser plus de 2 millions de francs par an.

FO, CGT et CFDT soutiennent le personnel et ont refusé de voter au Comité d'établissement sur les propositions de la direction, ce qui bloque le début des mutations jusqu'au 15 mars, date du prochain CE.

Après trois débrayages, le personnel du CTM Courcelles veut réfléchir d'ici le prochain CE sur la suite qu'il entend donner à son mouvement. La direction ne veut sans doute pas faire un précédent en cédant à 50 personnes une augmentation de salaire, même faible, mais qui risquerait de donner des idées à bien d'autres employés du Crédit Lyonnais. Alors beaucoup d'employés sentent bien que, pour faire reculer la direction sur 20 points pour tous, il faudra se mettre vraiment en grève et s'organiser. Alors chacun réfléchit, pèse le pour et le contre. Mais tous sont bien décidés à ce que la direction entende de nouveau parler d'eux.

Correspondant LO

Stevens / Gamma

LA MANIFESTATION DES MINEURS À PARIS

Venus de Gardanne, des bassins houillers de Lorraine ou des mines de potasse d'Alsace, des milliers de mineurs actifs ou retraités, accompagnés de leur famille, ont défilé dans Paris, samedi 19 février, parce qu'ils sont menacés de perdre leur travail et que leurs enfants risquent de plus en plus de se retrouver eux aussi à l'ANPE.

En effet, de 400 000 salariés au lendemain de la guerre, leurs effectifs sont tombés à quelque 33 000 salariés aujourd'hui, et bon nombre de puits sont voués à la fermeture d'ici l'an 2005. Cette situation les inquiète d'autant que dans de nombreuses régions, après les fermetures d'usines, les mines représentaient les dernières perspectives d'emplois, car les promesses de développer des activités de reconversion n'ont pas été tenues... C'est bien là le vrai problème. Pas celui de rester mineur de père en fils, mais tout simplement de garder un travail, donc un salaire pour vivre décemment.

On comprend donc qu'après la journée nationale du 24 novembre, qui avait été marquée par des affrontements spectaculaires avec les CRS en Lorraine et à Metz notamment, l'inquiétude des mineurs reste intacte. Car les motifs de leur colère n'ont pas disparu. Une colère que le gouvernement craint puisqu'il avait mobilisé 2 000 gendarmes mobiles et CRS pour encadrer les manifestants du 19 février à Paris, tandis que des centaines de policiers étaient chargés d'arrêter et de fouiller leurs véhicules aux abords de la capitale.

Des mineurs aux marins-pêcheurs, en passant par les travailleurs d'Air France ou de Chausson, le gouvernement de Balladur redoute les réactions des travailleurs qui ont le dos au mur. Il craint d'avoir à faire face non plus à une catégorie, à une entreprise ou un groupe, se battant l'un après l'autre, mais à des mouvements faisant tache d'huile, devant lesquels l'Etat et les patrons, malgré tous leurs flics, ne feront pas aussi facilement le poids.

Crédit Lyonnais Centre de Rillieux (Rhône)

CONTRE LES PROJETS DE LA DIRECTION

Cela faisait quelques mois que la direction, par l'intermédiaire de certains chefs de service, faisait courir des bruits concernant la possibilité de fermeture du centre pour nous inciter à le quitter.

A ce petit jeu, ils sont allés un peu trop loin. Tout ce qu'ils ont obtenu, c'est la grogne. Lundi 21 février, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, ce sont 120 personnes (sur 300 présents ce jour-là) qui ont débrayé pour assister à une assemblée générale. Il y a longtemps que nous n'avions pas été aussi nombreux. Il faut dire que l'annonce d'un recul du Crédit Lyonnais face à des débrayages dans les centres de traitement de chèques parisiens sur les mêmes problèmes a donné des idées et le moral.

A cette assemblée générale, le personnel a voté un cahier de revendications exigeant des réponses claires aux questions que tout le monde se pose sur l'avenir du centre de Rillieux, et demandant que l'UAC de Lyon (mini-centre) s'y installe.

Rendez-vous a été pris pour porter le cahier de revendications jeudi 24, et plus nombreux si possible.

Correspondant LO

Fermeture de 22 000 lits d'hôpitaux

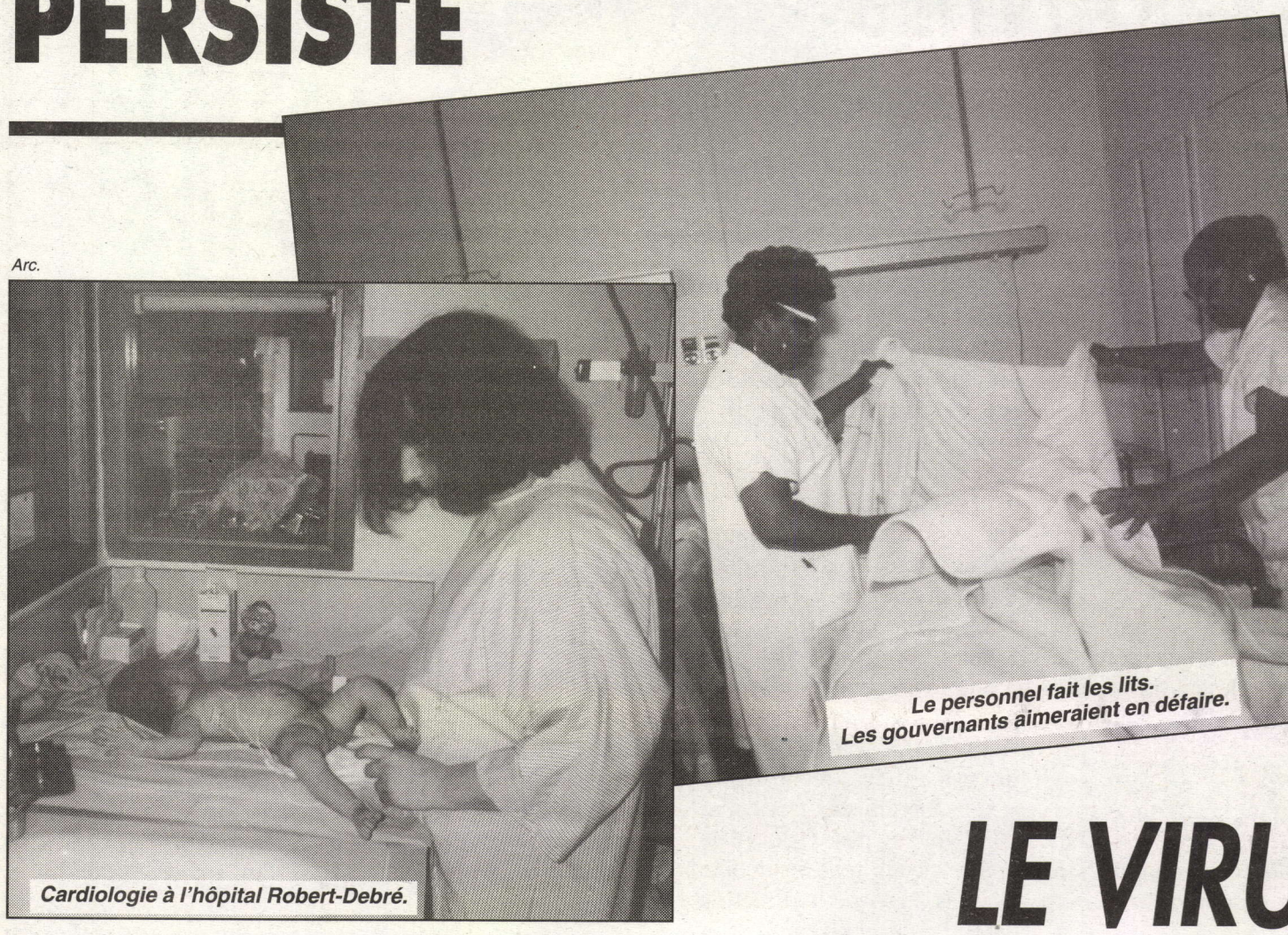
BALLADUR FAIT MARCHE ARRIÈRE MAIS LE DANGER PERSISTE

Cherchant à faire des économies dans tous les services publics, en particulier dans le domaine de la santé en invoquant le fameux "trou de la Sécurité sociale", Balladur avait annoncé à la fin de janvier sa volonté de supprimer 22 000 lits dans les hôpitaux publics. Or il semble aujourd'hui qu'il ait décidé, sinon d'enterrer définitivement ce projet, du moins de faire marche arrière.

Dès son passage à "L'Heure de Vérité", le 14 février dernier, Balladur avait d'ailleurs amorcé un virage, parlant non plus de "fermeture" mais de "reconversion". Il est vrai qu'entre-temps, ce projet avait soulevé de nombreuses protestations, notamment dans des villes de province où, comme à Autun, l'hôpital se trouvait menacé de fermeture.

Mais si la défense du système de santé apparaît comme la motivation légitime de la population et de certains personnels hospitaliers, pour quelques autres, les préoccupations sont nettement moins avouables dans cette affaire.

Ainsi, de Simone Veil à Douste-Blazy, les représentants du gouvernement disent vouloir regrouper sur certains hôpitaux les services de pointe sous couvert d'efficacité et d'adapter le tissu hospitalier aux réels



Arc.

Cardiologie à l'hôpital Robert-Debré.

Vioujard / Gamma

Le personnel fait les lits.
Les gouvernants aimeraient en défaire.

Hôpital Robert-Debré (Paris)

LE VIRUS DES 12 HEURES

Récemment, deux services, la Néonatalité et la Maternité, ont vu une partie du personnel commencer à travailler en équipe de 12 h. C'était déjà le cas pour environ 10% des effectifs à Robert-Debré. On ne peut pas dire que l'on va vers la réduction de la journée de travail !

Les textes officiels autorisent déjà une durée maximum du temps de travail de 9 h pour l'équipe de jour et de 10 h pour l'équipe de nuit. La direction de l'hôpital va plus loin en instaurant des dérogations service par service.

Dans certains services (Urgences, Réanimation, Hématologie), quasiment tout le monde travaille en deux équipes de 12 h. Dans d'autres, c'est petit à petit que certaines catégories de personnel passent en 12 h. En Maternité, on a commencé par les auxiliaires puéricultrices.

De plus, ces 12 h existent déjà presque partout pendant le week-end, pour les infirmières, où il y a une infirmière en 8 h le matin, une autre en 8 h l'après-midi et une qui fait une journée de 12 h à cheval sur ces deux horaires. Du coup, au lieu de quatre personnes, il n'y en a que trois. Cela fait une économie de 3 h pour la direction. C'est un moyen pour la direction de réduire les effectifs.

La direction tire parti du fait que certaines réclament les 12 h afin de venir moins souvent à l'hôpital. Ensuite, sous prétexte d'organisation du service, on a de moins en moins recours au volontariat.

Mais en fait, le comble, c'est que le roulement en 12 heures est organisé de telle sorte qu'il implique 12 h supplémentaires par mois. Et, c'est toute une histoire pour obtenir un jour de repos compensateur. Même chose pour les heures supplémentaires que certaines font parfois après leur 12 h, pour ne pas laisser seule leur collègue qui est en 8 h, quand il y a trop de travail. Par ailleurs, avec les 2 × 12 h sans chevauchement, comment faire la transmission des soins d'une équipe à l'autre, si ce n'est par du temps supplémentaire dont la récupération n'est pas prévue ?

Mais de toute façon, 12 heures consécutives, c'est bien trop. Déjà, en 8 heures, le manque de personnel et l'augmentation de l'activité provoquée par des durées d'hospitalisation de plus en plus courtes se font durement ressentir. La fatigue s'accumule. Alors en 12 h !... Trois jours de suite en 12 h, c'est presque une semaine de travail en trois jours, avec ensuite seulement deux jours de repos pour s'en remettre.

En ce moment, la propagande gouvernementale, dans le but de fermer des lits et de supprimer des postes, met l'accent sur le danger que représenteraient les maternités qui font moins de 300 accouchements par an. Mais comment prétendre que les 2 800 accouchements par an de Robert-Debré, la prise en charge aux Urgences ou les soins en Réanimation peuvent se faire dans les meilleures conditions par du personnel en sous-effectif qui travaille 12 h de suite et parfois plus ?

En organisant des journées de travail de plus en plus longues, les directions d'hôpitaux, encouragées par le gouvernement, détériorent délibérément les conditions de travail du personnel et le service de soins aux malades.

Correspondant LO

HORREUR D'HORAIRES

En salle de travail et au bloc opératoire de Maternité, de nouveaux horaires ont été instaurés. Equipes tournantes sur les trois équipes, en semaine ; le week-end, deux journées de 14 heures.

Un week-end où il y a beaucoup de travail, une semaine au moins est nécessaire pour se remettre de deux fois 14 heures. C'est dire que les jours de repos en plus se passent à tenter de se remettre. Quant aux rotations sur 3 équipes, des études montrent combien ce système est mauvais pour la santé.

La seule modification des horaires qui nous serait favorable serait la diminution du temps de travail sans perte de salaire !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital Beaujon (92)

TOUJOURS PLUS

En Réanimation Médecine, l'ouverture de sept lits fermés jusque-là était prévue pour le 15 janvier. Pour l'instant, seuls trois lits sont ouverts, et on voit mal comment ouvrir les autres sans embauche.

Mais la direction, elle, compte apparemment sur le passage en 12 h pour faire face au surcroît de travail : du travail en plus, sans embauche, et grâce à l'allongement de la durée quotidienne du travail, c'est cela le progrès ?

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital de Bicêtre (94)

Dans les hôpitaux

besoins sanitaires. Du même coup, ils s'attaquent à la "surcapacité hospitalière", citant le chiffre de 50 à 60 000 lits qui seraient sous-employés ou excédentaires. Ils mêlent ainsi le vrai et le faux. Car s'il est vrai que, pour des raisons de clientélisme, il y a parfois eu des ouvertures de lits et de services abusives, conduisant à un suréquipement de certaines zones géographiques, les préoccupations du gouvernement sont avant tout d'ordre budgétaire, lorsqu'il réclame la fermeture de dizaines de milliers de lits. De même qu'il peut d'autant plus facilement parler de lits sous-employés – ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas utiles –, tout simplement parce que dans bien des cas, les hôpitaux n'ont pas reçu les crédits pour embaucher le personnel (infirmières, aides-soignantes...) nécessaire à leur fonctionnement.

Quant aux médecins hospitaliers, ce n'est pas toujours l'intérêt des malades qui motive leur protestation. Certes, lorsqu'ils défendent l'existence de structures hospitalières de proximité, ils peuvent apparaître soucieux d'un meilleur service public de santé. Mais pour certains d'entre eux, le calcul est lié à leur plan de carrière. Car, par exemple, pour être chef de service, encore faut-il que ces services et les lits correspondants existent, même s'ils ne sont pas toujours justifiés. Quitte d'ailleurs à ce que la dispersion des moyens techniques et des compétences aboutisse à faire courir des risques aux usagers des services de santé.

Enfin, il y a les préoccupations des notables et des élus locaux qui se mobilisent contre la fermeture de l'hôpital dans telle ou telle ville. Au-delà des aspects corporatistes (il ne faut pas oublier que ces élus comptent de nombreux représentants des professions médicales dans leurs rangs), bon nombre d'entre eux répondent surtout à des motivations électorales. Mais ce faisant, ils prennent aussi la défense de centaines d'emplois, dans des villes où l'hôpital est souvent le principal employeur, avec toutes les retombées que cela implique pour la vie locale.

Alors, Balladur a pour l'instant remballé ses projets de coupes claires dans les lits hospitaliers. Mais la menace n'est pas dissipée pour autant. Quant aux usagers comme aux personnels hospitaliers, il ne leur faudra compter que sur eux-mêmes pour défendre véritablement leurs intérêts en matière d'équipements hospitaliers.

Roger MEYNIER

Cause toujours

Malgré le recul affiché de Balladur sur les fermetures de lits, le ministère de la Santé a confirmé que les restrictions budgétaires aboutiraient de toute façon à la réduction des capacités d'accueil. En effet, la baisse du "taux directeur" du budget des hôpitaux, constitué à 70% de charges salariales, impliquerait, d'après les estimations ministérielles, la suppression d'environ 10 000 postes cette année. Et donc probablement de nombreux lits ! Quoi qu'en dise Balladur, c'est l'aggravation de la politique d'austérité entamée depuis plusieurs années.

CHU Clermont-Ferrand

LE MOUVEMENT CONTINUE

Les 17 et 18 février, le CHU a connu une grève suivie à 80%. Un millier de travailleurs ont défilé dans la rue, toutes catégories de personnel confondues, pour faire entendre leur ras-le-bol.

Arc.

Les conditions de travail de plus en plus pénibles

Depuis longtemps le climat était à la grogne : les 35 heures de nuit toujours pas appliquées. Nous sommes passés péniblement... à 37 heures début janvier. Les effectifs sont insuffisants : la direction avait annoncé que les congés maladie-maternité ne seraient plus remplacés ! De plus, on savait depuis quelques mois que, par suite de restrictions budgétaires, 130 emplois seraient supprimés. La coupe était pleine et il a suffi de 12 petites minutes pour la faire déborder.

12 minutes de "trop"

Depuis 1982, la durée hebdomadaire de travail était passée de 40 à 39 heures. Dans la plupart des services, nous avions la possibilité de cumuler cette réduction sur plusieurs semaines, ce qui faisait une journée toutes les huit semaines travaillées, le "H 8". Mais début janvier, la direction remettait en cause le H 8, en nous imposant une réduction quotidienne de 12 minutes par jour. Alors que nous sortons régulièrement avec un quart d'heure, voire plus, de retard, parce que les temps de chevauchement entre les équipes ont été réduits pour rogner sur les effectifs, cette mesure a été ressentie comme une mesquinerie inacceptable.

12 minutes en moins, c'était trop !

Lors d'une AG convoquée à l'appel des trois syndicats et de l'UIF, le 10 février, la grève pour le maintien des 130 emplois, la titularisation des auxiliaires, l'embauche des CES (contrats emploi-solidarité) et le maintien du H 8 était votée pour le 17 à la quasi-unanimité des 300 hospitaliers présents.

2 journées bien remplies

Jeudi 17, seules les urgences ont été assurées, le personnel a été assigné et nous sommes environ 500 au début, puis le double un peu plus tard, devant l'administration centrale du CHU.

Il y a toutes les catégories de travailleurs, jusqu'à des surveillantes et une délégation d'élèves-infirmières. Le directeur ne reçut d'abord qu'une délégation d'une cinquantaine de personnes, bientôt rejointes par l'ensemble des grévistes, y compris ceux des bureaux.

Le directeur général et l'infirmière générale répètent qu'il n'est pas de leur ressort de maintenir les postes, faute de crédits, et refusent le retour au H 8. Le ton monte : *"Bastard* (c'est le directeur) *au placard"* ou *"Bastard démission"*. Entre-temps, les grévistes des autres établissements arrivent par groupes et nous partons à un bon millier manifester jusqu'à la préfecture au centre-ville. Du jamais vu depuis des années !

A l'assemblée générale de l'après-midi, nous étions encore nombreux, près de 400, à retourner chez le directeur général et décidés à continuer la grève le lendemain. Un cortège de plusieurs centaines de grévistes retraverse la rue pour aller réoccuper les bureaux de l'administration centrale.

La direction recule

La discussion va durer des heures et la direction commence à céder sur le H 8 ; mais pas encore sur le reste : *"Je comprends vos problèmes, je fais ce que je peux ; mais je peux peu"*.

Des pièces de 5 et 10 centimes ont commencé à pleuvoir sur la grande table au tapis vert de son bureau. Alors ces messieurs de la direction ont montré que ça les agaçait visiblement...

Le lendemain, alors que les programmes opératoires et autres ont repris, la grève a été encore très largement suivie. Ce sont encore dans les 400 grévistes qui reprennent les chemins des bureaux : tassés, assis, debout, rien n'empêchera de dire ce que l'on a sur le cœur. Tout y passe, y compris la question des congés d'été que l'on ne peut prendre trois semaines consécutives. Et quand le directeur prétend qu'il faut étaler les congés sur 4 mois, il s'entend répondre : *"Et vous, vous les prenez quand, vos vacances ? En octobre ?"* Une surveillante : *"Vous nous demandez les plannings pour l'été, mais donnez-nous des effectifs, et nous pourrons les faire"*.

Nos camarades du Centre de Transfusion Sanguine sont venus eux aussi, malgré l'assignation d'office de tout le personnel, décidée arbitrairement par le patron du service. Ils réclament d'abord au directeur général des garanties qu'aucune sanction ne sera prise, et ils veulent des assurances sur leur future situation, une partie du CTS devant être privatisée.

En fin de matinée, le directeur finit par céder sur les revendications locales : maintien du H 8, stagiarisation des auxiliaires qui attendent depuis plusieurs années, maintien des horaires de nuit à Sabourin, l'un des établissements du CHU, où le personnel avait fait grève sans succès pendant plusieurs semaines.

Vendredi après-midi, nouvelle AG massive au self de Saint-Jacques cette fois. Le protocole d'accord que les syndicats présentent est largement approuvé. Presque tous ont le sentiment que la lutte a payé.

Cependant les problèmes essentiels des effectifs, des 35 heures et des salaires ne sont évidemment pas réglés.

Ce n'est pas fini

L'atmosphère reste combative et la grève a été votée à l'unanimité pour le 28 février et le 1er mars. Le 28, le Conseil d'administration doit se réunir avec son président, le maire de Clermont-Ferrand, Quilliot.

Les plus combatifs des grévistes ont proposé de manifester devant le ministère de la Santé à Paris, ce qui a été largement approuvé, ainsi que de s'adresser à la population clermontoise pour protester contre les fermetures de lits et les suppressions d'emplois.

Correspondant LO

Thomson-CSF

DES TRANSFERTS QUI PRÉPARENT DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS

Manifestation contre les licenciements devant le siège à La Défense, en mai 1991.

Après le "mercredi noir" annonçant des milliers de suppressions d'emplois dans les industries nationalisées, Balladur avait annoncé sa fameuse loi quinquennale sur l'emploi qui s'est traduite, par anticipation, par la signature d'un "accord pour favoriser l'emploi et la compétitivité de l'entreprise", baptisé encore "temps réduit indemnisé de longue durée" ou TRILD, entre la direction Thomson et les syndicats CFDT, CGC, FO, à l'échelle du groupe. On avait fait pas mal de battage autour de cet accord.

Moyennant 3 % de temps de travail en moins, soit 7 jours sur l'année, pour tous, et dans certains secteurs comme les bureaux d'études, un vendredi par semaine (– 20 % de temps) et – 8 % sur la paie, 1 600 emplois devaient, paraît-il, être sauvegardés. C'était l'argument avancé pour faire avaler la pilule des baisses de salaires, particulièrement auprès des syndicalistes dont certains ont transmis le message, et se sont d'ailleurs fait rabrouer.

Ces mêmes syndicalistes, comme une bonne partie du personnel de Bagneux, Meudon, Sartrouville, savaient que des restructurations se préparaient parallèlement et donc des sales coups s'annonçaient. La direction Thomson n'a même pas attendu que l'encre des signatures soit sèche pour annoncer dès janvier des centaines de transferts.

Les plus importants sont ceux de Bagneux (division Systèmes) vers Fleury-les-Aubrais, près d'Orléans : 500 personnes. Le personnel concerné apprenait par la presse locale qu'un accord avait été signé le 11 février 1994 entre la direction générale de l'Armement, le Conseil régional du Centre, la Préfecture de région, et... la Thomson, en vue d'un *"accroissement net d'emplois sur le site de Fleury de 200 personnes d'ici à fin 1995"*. 500 qui partent, 200 qui "accroissent" le site. Résultat net : moins 300 personnes, dont sans doute une grande partie de femmes qui ne pourront pas suivre.

Autres transferts : 840 personnes de Meudon vers Bagneux, une soixantaine de Meudon vers Rouen, et autant vers Sartrouville et Limours ; et 100 de Sartrouville vers Elancourt (qui vient lui-même d'un transfert de Malakoff).

Tous ces transferts ont indigné une partie du personnel, surtout à Bagneux. Des débrayages ont lieu, des rassemblements, depuis plus d'un mois, regroupant de 350 à plus de 500 personnes. En moyenne un débrayage par semaine. Jusqu'à présent ce rythme a semblé correspondre à ce que souhaitait la majorité des gens concernés, et a été adopté en assemblée. De même qu'a été adopté le principe d'une manifestation au siège du boulevard Haussmann le 3 mars.

Quelques personnes ont bien exprimé la nécessité de faire plus pour obtenir ce qui est avancé, le refus des transferts, et parlent de grève. Mais pour l'instant, même si l'idée est applaudie, le passage à l'acte est difficile.

Lorsque les lettres de mutations vont tomber, quel sera le climat ? Beaucoup de gens y sont attentifs : la direction qui ne veut pas de vagues, les syndicats qui en veulent un peu mais pas trop (la manifestation du boulevard Haussmann n'est pas largement reprise dans les autres centres, qui ont été ou sont dans des situations identiques). Le mois de mars sera décisif.

Correspondant LO

Air France

LE PDG ET LE PLAN DU MOTEUR À EXPLOSION... SOCIALE

Le 15 février, le PDG d'Air France, Blanc, a envoyé aux 42 000 salariés de la compagnie une lettre et, depuis le temps qu'il en parlait, tout le monde s'attendait à ce qu'il expose son "plan".

• Le faux-cul et le courrier du cœur

Pourtant, il n'a pas fallu moins de 4 pages à Blanc... pour ne rien annoncer de son plan-arlésienne. Oh, la proximité de la Saint-Valentin aidant, il a fait dans la guimauve, tartinant sur ce qu'il appelle *"une histoire d'amour"* entre le personnel et Air France. Comme si quelqu'un avait oublié qu'en fait, pas plus tard qu'en octobre dernier, des milliers de travailleurs d'Air France, en grève et sur les pistes, avaient – pour reprendre l'image de Blanc – envoyé à leur direction "chérie"... une lettre de rupture sans ambiguïté.

Mis à part le bla-bla monté en neige par les experts en communication de la direction, les travailleurs n'ont rien trouvé dans la lettre du PDG d'autre que de très général : il faudrait faire mieux pour satisfaire le client ; les *"pesanteurs bureaucratiques"* seront brisées (cela ne mange pas de pain de désigner "la bureaucratie" comme responsable des problèmes) ; il y aura appel à l'effort salarial, mais au volontariat !

Du coup, mis à part certains cadres inquiétés par des expressions du style de *"il faudra supprimer les doublons"*, nombre de travailleurs ont eu l'impression que Blanc parlait pour ne rien dire.

• Courageux mais pas téméraire

Désigné à chaud, lors d'une grève victorieuse qui avait forcé le gouvernement à reculer, et avait coûté sa place à son prédécesseur, Blanc était censé présenter au plus vite "sa" solution, son plan de "sauvetage" d'Air France. Nombre de travailleurs savaient bien ce que cela voulait dire... et Blanc ne l'ignorait pas. Et c'est bien ce qui explique que, de semaine en semaine, il jongle avec le calendrier, donnant l'impression qu'il cherche à gagner du temps.

Son fameux plan devait être connu en février. Maintenant, Blanc ne parle plus que de mars, déclare qu'il veut consulter le Parlement, le gouvernement, la Commission de Bruxelles... et laisser aux syndicats le temps de faire des propositions et de consulter le personnel !

Pardi ! Instruit par l'échec de son prédécesseur, Blanc ne tient pas, en cas de récidive, à porter seul le chapeau. A croire qu'il a vraiment peur que son plan, comme celui d'Attali, ne lui pète à la figure...

Correspondant LO

Boulogne-sur-Mer

LES MARINS TIENNENT BON

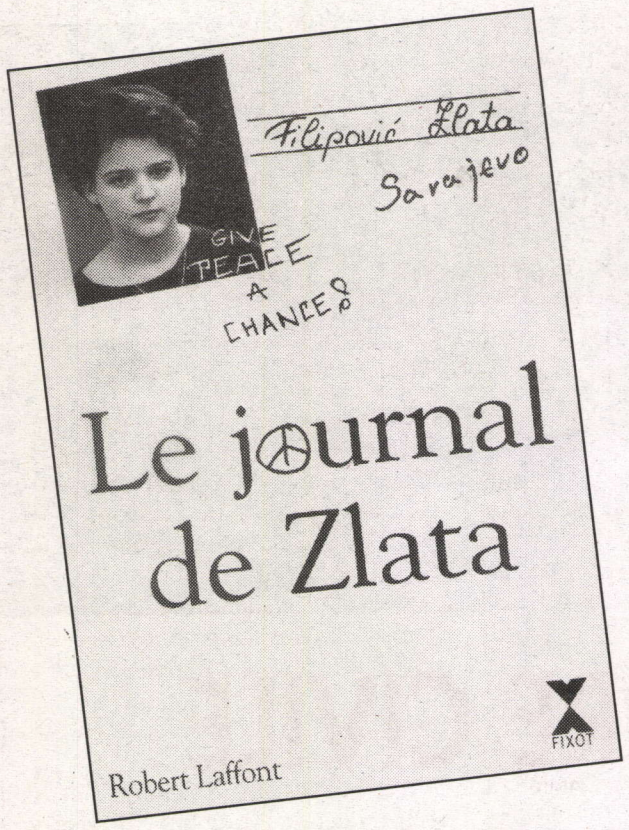
Les pêcheurs salariés veulent des salaires décents !

AFP

Malgré toutes les pressions pour inciter les marins-pêcheurs à la reprise du travail, malgré la façon dont la presse s'est fait l'écho de ces pressions, malgré leur isolement, certains n'ont pas cédé : les quelque 300 marins de la pêche industrielle de Boulogne étaient encore en grève, le 21 février dernier. Ils tenaient bon et interdisaient la sortie du port à tous les grands chalutiers.

Ils veulent obtenir la réévaluation de leur salaire mensuel (environ 4 800 F net pour les plus bas salaires) et l'annulation des licenciements prévus par leurs patrons, les armateurs. Des revendications qui sont partagées aujourd'hui par bon nombre de travailleurs, tant il est vrai que les difficultés dans lesquelles se débattent les marins sont aussi les difficultés de tous.

Le journal de Zlata



Le journal de Zlata Filipovic est celui d'une enfant qui a onze ans lorsqu'elle commence à écrire, le 2 septembre 1991, à Sarajevo, en temps de paix. Il s'interrompt le 19 octobre 1993, alors que la ville est à feu et à sang, en pleine guerre.

Zlata est une petite fille dont les parents sont Musulmans et qui compte dans sa famille des Serbes comme des Croates. Son père est avocat et sa mère chimiste. Entourée de ses amis, elle mène la vie insouciante, heureuse d'une enfant d'un milieu aisé, où les week-ends à la montagne succèdent aux jours de classe et aux leçons de piano. Et puis brusquement, son journal se fait l'écho des obus, des bombes qui écrasent les villes voisines avant de s'abattre sur Sarajevo et de bouleverser complètement son existence, celle de sa famille, celle de tous les habitants de la ville.

Le témoignage de cette enfant qui décrit son désarroi, son dégoût de la guerre et son aspiration à la paix est simple, direct. *"J'ai beau me dire que cette division entre Serbes, Croates et Musulmans est stupide, horrible, insensée, c'est pourtant bien ce qui se passe avec cette connerie de politique. (...) Voilà maintenant que l'on sort des cartes, que l'on en redessine, que l'on divise les gens - mais on ne demande rien à personne.(...) Les gens comme nous ne veulent pas de cette division car personne ne sera heureux comme ça, ni les Serbes, ni les Croates, ni les Musulmans. Demander l'avis de gens comme nous ? La politique ne demande l'avis que des gens à elle."*

Ces quelques pages racontent ainsi la vie quotidienne dans la ville bombardée, en une série de tableaux brefs où la mort finit par être une compagne banalisée des vivants. Pour être vue par les yeux d'une enfant, la guerre n'en apparaît que plus barbare.

L. P.

Gamma

Enfants réfugiés en Bosnie. Serbes? Croates? Musulmans? Quelle différence ?

Le journal de Zlata
de Zlata Filipovic,
Ed. Robert Laffont,
214 pages - 119 francs

La parole ressuscitée
Dans les archives littéraires du KGB
de Vitali Chentalinski

L'auteur explique son livre comme répondant à un besoin de ressusciter ce qui avait été étouffé de l'histoire d'un certain nombre d'écrivains oppositionnels à Staline ou tombés, à un moment ou à un autre, en disgrâce aux yeux du dictateur du Kremlin. A priori, l'entreprise est intéressante. Elle devrait répondre à la curiosité de savoir ce que contiennent les dossiers classés jusqu'alors *"secret"* d'auteurs comme Isaac Babel (arrêté en 1939 et exécuté en 1940), Mikhaïl Boulgakov, Boris Pilniak (arrêté en 1937 et fusillé), Ossip Mandelstam (arrêté en 1938 et envoyé dans un camp sibérien d'où il ne revint pas), Maxime Gorki, etc. Or les 450 pages du livre de Vitali Chentalinski restent loin de répondre à l'attente du lecteur.

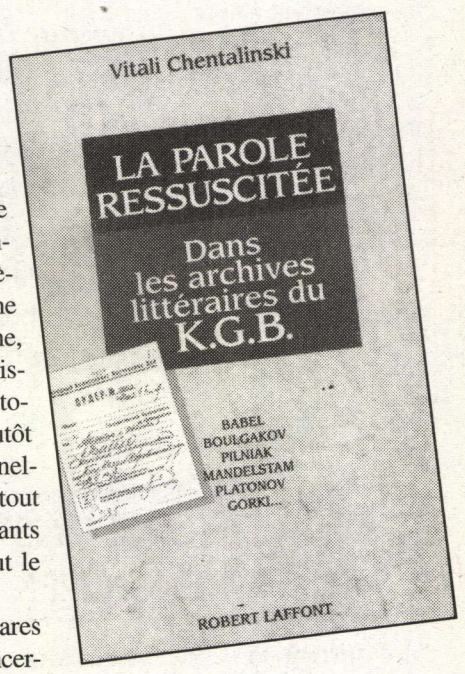
Il est vrai que l'auteur raconte comment il a dû parfois batailler pour avoir accès aux dossiers d'instruction des procès qui ont été faits à des écrivains suspectés – à tort ou à raison – d'opposition ou de simple réserve à l'égard de Staline et de son régime. Encore aujourd'hui, le KGB ne livre que ce qu'il veut bien des documents qu'il détient, et peut-être Chentalinski n'a-t-il glané que peu d'informations vraiment nouvelles. Ce qui expliquerait la pauvreté de ce qu'il rapporte. Mais en revanche, il s'étend abondamment sur ses propres commentaires et réflexions... qui n'ont rien ni de nouveau, ni de respectueux de la vérité historique.

Chentalinski, qui se présente comme un *"militant pour la réhabilitation des victimes de la répression"*, est écrivain lui-même. Mais surtout, il apparaît comme l'un des instruments de la prise en main de la culture par l'actuel pouvoir russe. En l'occurrence, lui si prompt à dénoncer l'embrigadement et la répression culturels sous Staline, ne témoigne pas, pour le moins, d'un grand anticonformisme. Outre qu'il ne s'éloigne guère des couloirs du pouvoir - celui de Gorbatchev hier, celui d'Eltsine aujourd'hui (et demain ?) – Chentalinski ne s'aventure pas à chanter une autre chanson que celle, réactionnaire, qui a l'aval de ce pouvoir.

Il n'est alors pas étonnant de voir comment ce prétendu champion de la vérité historique procède sans sourciller à l'amalgame entre léninisme et stalinisme, entre communisme et totalitarisme, au mépris de toute vérité historique, laissant entendre, ou plutôt affirmant, que la politique criminelle menée alors par Staline était tout à fait fidèle à celle des dirigeants bolcheviks, alors qu'elle en fut le reniement.

Dans ce livre, les quelques rares informations intéressantes, concernant par exemple Isaac Babel, sont noyées dans un fleuve de considérations réactionnaires et malhonnêtes. Les écrivains à la Chentalinski ne ressuscitent pas la vérité. Ils l'enterrent une seconde fois.

Lucienne PLAIN



La parole ressuscitée.
Dans les archives littéraires du KGB
de Vitali Chentalinski
Ed. Robert Laffont
450 pages - 149 francs

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

DES RIVALITÉS POLITICIENNES

Persson / Gamma

Persson / Gamma

Lors d'une manifestation de l'ANC (à gauche) et de l'Inkatha (à droite). On est au bord de l'explosion.

AUX RISQUES DE GUERRE CIVILE

Il reste aujourd'hui à peine deux mois avant les premières élections multiraciales en Afrique du Sud, prévues pour le 27 avril. Néanmoins la situation semble toujours aussi bloquée. L'alliance du Congrès National Africain (ANC) et du Parti National du président De Klerk a beau multiplier les gestes de conciliation, rien n'y fait. La coalition de l'extrême-droite blanche tout comme le parti zoulou du chef Buthelezi, Inkatha, refusent toujours de se rallier au processus en cours.

DES CONCESSIONS AUX SURENCHÈRES

Pourtant les concessions offertes par l'ANC et le Parti National en sont à reprendre sur bien des points les revendications des opposants. Ainsi le fait de pouvoir voter pour des listes distinctes aux élections nationales et régionales, revendiqué de longue date par l'opposition, est-il acquis. Ainsi également les propositions concernant les régions, qui vont d'une extension de leurs pouvoirs financiers à l'affirmation de leur droit à l'autodétermination, reprennent-elles presque mot pour mot les formulations mises en avant par Inkatha. Tout comme celle d'inscrire dans la Constitution le cadre d'un processus qui permettrait d'aboutir à un "Volkstaat" (Etat afrikaner) ne fait que reprendre la principale revendication du Front du Peuple Afrikaner du général Viljoen.

Mais tout se passe comme si la détermination et les exigences des opposants se nourrissaient des concessions de l'ANC. Du côté de l'extrême-droite blanche, ceux qui proposaient de rentrer dans le jeu électoral sur la base des concessions faites, dont Viljoen lui-même, ont durci leur position pour ne pas risquer d'être débordés par les éléments plus radicaux. Tandis que Buthelezi a, de son côté, rejeté avec mépris les concessions offertes. Et même si, dans une partie du pays, des partisans d'Inkatha ont d'ores et déjà lancé leur campagne électorale sous le label d'un Congrès Fédéral Africain, le KwaZulu, l'ancien homeland dont Buthelezi avait reçu la direction du temps de l'Apartheid, en est à défier ouvertement le pouvoir en s'opposant à tout préparatif électoral sur son territoire.

INTENSIFICATION DES TENSIONS SUR LE TERRAIN

S'agissant d'Inkatha, cette guerre de position s'accompagne d'une intensification de la guerre civile larvée qui n'a jamais cessé depuis des années. Pour le seul week-end du 19 février, le recensement officiel des victimes indique 46 morts. Parmi elles, l'exécution par un gang d'Inkatha de quatorze jeunes militants de l'ANC qui devaient tenir une réunion électorale dans un village rural, est un symbole des surenchères en cours. Car les jeunes victimes n'avaient pas seulement le tort d'être des membres de l'ANC. Ils étaient de surcroît zoulous et opéraient dans la région du Natal dont Inkatha revendique justement le contrôle. Cet attentat fait d'ailleurs suite à deux autres du même genre en moins de trois semaines, contre des militants zoulous de l'ANC dans la même région. Mais il prolonge aussi, en zone rurale, la guerre sanglante que livrent les commandos d'Inkatha, au nom d'un nationalisme zoulou, dans tous les townships du Natal, pour la plupart contrôlés par l'ANC, et dans une partie de ceux du Transvaal. Une guerre qui est d'autant plus sanglante qu'Inkatha y défend, ou plutôt y cherche à imposer, une hégémonie qu'il n'a pas sur la population zouloue : l'ANC reste en effet, encore aujourd'hui, tant sur le plan des effectifs que de l'influence, l'organisation la plus implantée parmi les Zoulous.

Quant à l'extrême-droite blanche, elle en est maintenant à multiplier les attentats dans la zone industrielle du Transvaal. Sans doute fait-elle plus de bruit que de victimes, pour l'instant. Mais pour combien de temps ? Car, à côté de ces attentats, l'extrême-droite blanche s'est lancée dans un autre type d'actions. Ainsi à Standerton, une petite ville de l'est du Transvaal, le conseil municipal blanc a-t-il déclaré la ville territoire boer rattaché par avance au futur "Volkstaat". Geste symbolique, mais qui a déclenché les protestations de la population noire du township local qui a aussitôt marché sur le centre-ville. Et d'un seul coup, on s'est cru retourné au temps de l'Apartheid, avec la police tirant sur la foule de derrière ses chevaux de frise tandis que les racistes locaux faisaient des "cartons" sur les manifestants. Et il a fallu tout le poids et l'habileté des responsables de l'ANC pour que les manifestants consentent à rentrer chez eux en emportant leurs morts.

UN RISQUE D'ESCALADE

Pour l'instant donc, rien n'indique que les forces qui s'opposent à la coalition de l'ANC et du Parti National soient prêtes à saisir les concessions qui leur ont déjà été faites, ou d'autres qui peuvent encore venir, pour s'intégrer dans le processus en cours. D'après certains propos tenus aussi bien par Buthelezi que par certains dirigeants de l'extrême-droite blanche, il est possible qu'ils visent maintenant à imposer le report des élections et la renégociation de son cadre constitutionnel, dans le seul but d'infliger un camouflet cinglant à l'ANC et au Parti National et de porter par là même un grave coup à leur influence. Même si c'est, au bout du compte, pour en arriver à obtenir des concessions guère différentes de celles déjà obtenues.

Mais le levier de ces surenchères, c'est-à-dire l'huile jetée sur le feu des divisions ethniques dans la population noire ou des frayeurs de la minorité blanche, peut également conduire à une escalade qui en vienne à déborder les calculs politiciens actuels. Que les dirigeants d'Inkatha ou ceux de l'extrême-droite aient déjà fait le choix, comme ils le menacent depuis longtemps déjà dans certains de leurs discours, de mettre le pays à feu et à sang, on peut en douter. Mais plus le temps passe, plus ils éprouvent le besoin de donner des preuves de leur capacité à mettre en pratique leur chantage, et plus ils élèvent des barrières de haine dans la population. Et dans un pays qui connaît déjà depuis longtemps une guerre civile larvée au sein des townships, le risque d'une guerre civile ouverte et généralisée, comme en ont connu d'autres pays africains voisins, de l'Angola au Zimbabwe, devient d'autant plus menaçant.

François ROULEAU

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995